

Veille laïque

26 juin 2024

Quelques articles à quelques jours des élections législatives des 30 juin et 7 juillet



Un choix républicain – Gilbert Abergel - Comité Laïcité République	2
Elisabeth Badinter : "Il ne faut pas avoir peur de se faire traiter d'islamophobe" – Elisabeth Badinter	4
Interdire le port de certains signes religieux dans les lieux publics ? Sur une proposition du Rassemblement national - Catherine Kintzler	5
Nous vivons l'aboutissement cathartique de quatre décennies de déclin de la France	9
« Islamophobie » : le retour du délit de blasphème au programme du prétendu « Nouveau Front populaire » - Soutien à Philippe Val et à Henri Pena-Ruiz - Catherine Kintzler	15
Le vote RN est depuis longtemps un vote d'adhésion - Virginie Martin	18
La République au bord du gouffre – Unité Laïque	20
À part la gauche, qui parle de nous ? Un an après les émeutes, à Asnières, le RN n'est pas une option	21
Lettre ouverte aux candidates et aux candidats à la députation dans le département de la Drôme. Observatoire de la laïcité 26/07 - Comité laïcité République Drôme-Ardèche - Fédération des Œuvres laïques de la Drôme – Union des Familles laïques (26) - Union départementale des Délégués de l'éducation nationale	24
Avoir à cœur le sort des autres – Irène Frachon	26
La gauche, la droite et la lutte des classes - Robert Guédiqúan	27
Si « Charlie Hebdo » n'en parle pas, qui le fera ? - Riss	28
Les forces démocratiques doivent s'entendre pour empêcher que le RN n'obtienne une majorité	31
Plus que 6 dodos – Le billet de Sophie Aram	32
La gauche ? Mélenchon les a dévorés et ils ne le voient même pas – Richard Malka	33
Où avons-nous merdé ? adresse à l'élite - Abnousse Shalmani	37
Le RN ponctionne les pauvres pour redistribuer aux plus riches – Alternatives économiques	39
Une victoire du RN serait un choc terrible – Claude Malhuret	42

UN CHOIX RÉPUBLICAIN !

La campagne électorale déclenchée par le pari insensé du Président donne lieu à un feu d'artifice de mensonges, de promesses intenable, de fantasmes du « grand soir » ou de promesses d'une France redevenue « grande ». Les « experts » ont beau analyser et démontrer l'inanité de ces projets, rien n'y fait. La déraison semble l'emporter.

Animés par l'urgence, pour les uns, de faire barrage, ou, pour d'autres, par l'envie d'essayer, à tout prix, « autre chose », de nombreux citoyens semblent inaccessibles à toute logique.

C'est comme si le « en même temps » présidentiel avait produit son effet pervers au sein de la communauté des citoyens. Se dire « en même temps » attaché à la laïcité et glorifier les résistants du hamas, ou revendiquer « en même temps » l'héritage gaulliste et trouver chez les successeurs de ceux qui voulurent la mort du général la vertu des sauveurs, sont deux versions singulièrement cyniques de cette manière d'oxymore politique.

Le pari présidentiel qui consiste à tirer profit de ces contradictions pour ramener à la raison et au centre, ce non-lieu politique, des électeurs déboussolés, est un pari perdu.

Une dissolution qui aurait été provoquée à l'issue du rejet du budget s'inscrivait dans le cours d'un fonctionnement normal de nos institutions.

Telle qu'elle intervient aujourd'hui, elle est perçue comme un calcul présidentiel qui prive ses concitoyens d'une campagne d'où aurait pu surgir une nouvelle majorité, sinon partisane, au moins d'idées. Une hypothèse que l'on pourrait juger optimiste tant il est vrai que l'échéance d'une arrivée du RN au pouvoir est à présent envisageable. Son irrésistible progression signe notre régression collective. Les partis, de la gauche, et de la droite républicaine ont usé jusqu'à le rendre inconsistant, cet argument du barrage, et, de ce fait, ont oublié de penser.

De penser un avenir incarnant nos principes républicains confrontés à une mondialisation inquiétante pour beaucoup de nos concitoyens. Cette faute majeure d'une gauche aujourd'hui défaite se paie au prix fort.

C'est ce que nous rappelait Ariane Mnouchkine, citée par Abnousse Shalmani, lorsque dans une tribune publiée dans le journal Libération elle rappelait cette évidence de la responsabilité des gens de gauche « Je nous pense, écrit-elle,

en partie, responsables, nous, gens de gauche, nous, gens de culture. On a lâché le peuple, on n'a pas voulu écouter les peurs, les angoisses. Quand les gens disaient ce qu'ils voyaient, on leur disait qu'ils se trompaient, qu'ils ne voyaient pas ce qu'ils voyaient. Ce n'était qu'un sentiment trompeur, leur disait-on. Puis, comme ils insistaient, on leur a dit qu'ils étaient des imbéciles, puis, comme ils insistaient de plus belle, on les a traités de salauds."

Dans le camp de la droite républicaine, on n'a pas fait mieux en jonglant entre les nettoyages au karcher, les pains au chocolat volés ...

Cette initiative met donc les électeurs devant leurs responsabilités. Il n'est pas dans la tradition du CLR de donner des consignes de vote. Cette tradition de silence n'affaiblit en rien notre rejet du « Front National » rebaptisé « Rassemblement National », parce que nous connaissons notre histoire. Nos concitoyens doivent, désormais, aller au-delà des affichages partisans et des promesses auxquelles ils ne croient plus. Pour faire un choix républicain, il leur reviendra de distinguer ceux des candidats qui se seront compromis dans des campagnes antisémites de ceux qui auront pris leurs distances avec ces outrances. De distinguer les républicains qui auront cédé aux sirènes du RN de ceux qui sont restés fidèles à leur histoire.

Le vote ne se limitera pas au choix d'une couleur, mais bel et bien au choix de femmes et d'hommes qui partagent notre attachement aux principes républicains, à la laïcité.

Lien avec le site : <https://www.laicite-republique.org/#&panel1-1>



Elisabeth Badinter : "Il ne faut pas avoir peur de se faire traiter d'islamophobe"

Louis Hausalter – Marianne – 6 janvier 2016

Un an après l'attentat contre "Charlie Hebdo", la philosophe appelle à ne pas se laisser bâillonner par le politiquement correct lorsqu'il s'agit de défendre la laïcité.

Un an moins un jour après [l'attentat contre Charlie Hebdo](#), l'équipe du journal satirique avait carte blanche ce mercredi 6 janvier dans la matinale de France Inter, et a notamment fait le choix d'inviter Elisabeth Badinter. L'occasion pour la philosophe de se lancer dans un vibrant plaidoyer pour la laïcité. *"C'est affreux à dire, les événements de novembre ont donné au peuple français une espèce de retour à l'importance de la laïcité", analyse-t-elle. "Je pense que c'est une valeur qu'on nous envie beaucoup dans d'autres pays qui ne l'ont pas, notamment en Angleterre."*

Avant d'appeler, toujours en parlant de la laïcité, à ne pas craindre de la défendre coûte que coûte, quitte à déranger : *"Il faut s'accrocher et il ne faut pas avoir peur de se faire traiter d'islamophobe, qui a été pendant pas mal d'années le stop absolu, l'interdiction de parler et presque la suspicion sur la laïcité. A partir du moment où les gens auront compris que c'est une arme contre la laïcité, peut-être qu'ils pourront laisser leur peur de côté pour dire les choses."*

"Je ne veux pas qu'on me ferme la bouche avec ça"

Invitée un peu plus tard à préciser ses propos, Elisabeth Badinter assume : *"On ferme le bec de toute discussion sur l'islam en particulier ou d'autres religions avec la condamnation absolue que personne ne supporte : 'Vous êtes raciste ou vous êtes islamophobe, taisez-vous !' Et c'est cela que les gens ne supportent plus : la peur, pour des gens de bonne foi, qu'on puisse penser que vous êtes raciste ou anti-musulman fait que vous vous taisez. C'est la meilleure arme qu'on pouvait trouver à l'égard des gens de bonne foi."*

Certes, Elisabeth Badinter appelle *"évidemment"* à *"combattre au maximum le racisme, l'antisémitisme, le racisme anti-musulman, etc"*. Mais elle persiste et signe sur l'islamophobie : *"Je me suis aperçue depuis quelques années que c'est la phrase clé qui arrête tout et je veux pouvoir, comme beaucoup d'autres, discuter d'une religion, de toutes les religions. Donc je ne veux pas qu'on me ferme la bouche avec ça."*

Interrogée sur [la récupération de la laïcité par le Front national](#), Elisabeth Badinter pointe surtout le manque de courage des adversaires politiques de l'extrême droite. *"Marine Le Pen a été très maligne et je pense la gauche ne l'a pas été du tout, pour des raisons probablement idéologiques"*, accuse-t-elle. *"C'est vrai que c'est gênant. Pour autant, il n'y a pas de raison de se taire et de changer de discours."* En février dernier déjà, [dans une interview à Marianne](#), Elisabeth Badinter se montrait très dure avec la gauche sur le sujet : *"La laïcité, devenue synonyme d'islamophobie, a été abandonnée à Marine Le Pen. Cela, je ne le pardonne pas à la gauche"*.



Interdire le port de certains signes religieux dans les lieux publics ? Sur une proposition du Rassemblement national

Catherine Kintzler – Mezetulle – 20 juin 2024

La proposition d'interdiction du port de certains signes religieux « dans l'espace public » est attribuée au Rassemblement national, dont il est actuellement bien difficile de connaître en détail le programme pour les élections législatives de 2024. Elle est probablement tirée des 22 mesures que le RN avait présentées pour les législatives de 2022, actuellement consultables sur son site sous l'onglet « Le projet »¹. En matière de laïcité, ledit projet renvoie, sans commentaire, à la proposition de loi « visant à combattre les idéologies islamistes » présentée par Marine Le Pen en février 2021. Pour en avoir le cœur net il faut aller y lire l'article 10. Or celui-ci nous ramène à une discussion ancienne, mais qu'il me semble utile de reprendre au risque de rabâcher des éléments que j'ai exposés pendant des années.

Le port de signes religieux et « l'espace public »

On s'intéresse ici à la question de l'affichage religieux porté par *les personnes* dans ce qu'on appelle de manière *ambivalente* « l'espace public ».

Je souligne « les personnes » car, on le sait peu, l'affichage religieux est interdit en France, depuis 1905, sur les monuments publics et sur tous les emplacements publics (art. 28 de la loi du 9 décembre 1905). On peut, par exemple, conserver, et continuer à entretenir une croix, une statue érigées avant 1905, mais il est interdit d'en ériger de nouvelles. On parle donc ici d'autre chose : le port d'éléments ou de tenues par lesquelles les personnes affichent ouvertement une appartenance religieuse, par exemple voile, kippa, qamis, soutane, etc.

Autre point à souligner, et essentiel pour la suite de la réflexion : la notion d'*espace public* est ambivalente. Elle peut en effet désigner a) soit le domaine de l'autorité publique (qui n'est pas nécessairement un « espace » au sens strict), ce que les juristes appellent « la sphère publique » (propos officiels, lois, magistrats, personnel politique, agents publics dans l'exercice de leurs fonctions, école publique...) soumise au principe de laïcité, b) soit l'espace social partagé où nous nous croisons, la rue, les commerces, les transports – un espace dont l'accès est ouvert au public.

L'article 10 de la proposition de loi déposée par Marine Le Pen en 2021 prend la notion d'*espace public* au second sens, avec la rédaction suivante :

« Sont interdits, dans l'espace public, les signes ou tenues constituant par eux-mêmes une affirmation sans équivoque et ostentatoire des idéologies visées à l'article 1er. Pour l'application du présent article, l'espace public est constitué des voies publiques ainsi que des lieux ouverts au public ou affectés à un service public. »

Si cet article en propose l'interdiction, c'est que cet affichage est libre, car est permis tout ce qui n'est pas expressément interdit par la loi. Tout le monde peut le constater en circulant dans la rue, dans les transports publics, etc. La proposition du RN consiste donc à vouloir *étendre le principe de laïcité à un domaine auquel il ne s'applique pas, et de plus à le faire de manière discriminante* puisque les marqueurs religieux autres que ceux qu'on pourrait qualifier d'« islamistes » continueraient à jouir de la liberté. Pour aller vite et en grossissant le trait : on ne pourrait pas porter le voile dans la rue, mais on pourrait continuer à s'y promener en soutane.

Avec cette proposition, nous sommes ramenés, *ad nauseam*, à une discussion déjà ancienne, et qui refait sempiternellement surface depuis des années. Je l'ai pour ma part

rencontrée sous forme problématique et virulente en 2007, lors de l'affaire dite « du gîte d'Épinal »³ : la propriétaire d'un gîte avait cru bon d'interdire l'accès des parties communes de son établissement à deux clientes voilées, au motif que ces parties communes étaient « publiques ». Malencontreusement encouragée et soutenue par quelques militants « laïques » ignorant le fonctionnement de la laïcité, elle fut condamnée.

Rappel : la dualité du régime laïque et ses deux dérives

Depuis 2007, j'ai abordé la question en construisant la théorie de la dualité du régime laïque, des deux dérives symétriques qui menacent la laïcité, et le concept de « respiration laïque ». J'ai exposé cette théorie et ce concept tant de fois et publiquement⁴ que je suis lasse de le faire à nouveau, mais il apparaît que cela est encore utile et pertinent. Je me contenterai d'un sommaire rappel, à l'aide d'un extrait emprunté à l'article paru dans *Le Droit de Vivre* en mars 2021⁵ et consacré à *la dualité du régime laïque*.

« Un régime, deux principes, une respiration

La laïcité de l'association politique construit un lien disjoint des liens communautaires existants ; elle installe un *espace zéro*, celui de la puissance publique, laquelle s'abstient en matière de croyances et d'incroyances et se protège des croyances et incroyances. Mais le *régime* laïque ne se réduit pas au seul *principe* de laïcité ; il repose sur une dualité. D'une part ce qui participe de l'autorité publique (législation, institutions publiques, école publique, magistrats, gouvernement...) s'interdit toute manifestation, caution ou reconnaissance en matière de cultes, de croyances et d'incroyances – c'est le principe de laïcité *stricto sensu*. De l'autre, partout ailleurs y compris en public, dans l'infinité de la société civile (la rue, les moyens de transport, les espaces commerciaux...) et bien entendu dans l'intimité, la liberté d'expression s'exerce dans le cadre du droit commun.

Sans cette dualité la laïcité perd son sens. C'est précisément parce que la puissance publique et le domaine qui lui est constitutivement associé s'astreignent à la réserve en matière de cultes et de croyances que les libertés d'expression, d'association, etc., se déploient dans la société civile sans autre limite que le droit commun. Cette dualité installe ce que j'appelle *la respiration laïque*. Par exemple, l'élève qui enlève ses signes religieux en entrant à l'école publique les remet en sortant, il passe d'un espace à l'autre, échappant par là aussi bien à la pression sociale de son milieu qu'à une uniformisation officielle d'État. La laïcité est donc le contraire d'un intégrisme qui envahirait tous les secteurs de la vie politique et sociale ; ce n'est pas non plus un athéisme d'État qui s'imposerait de la même manière qu'une religion officielle.

Deux dérives symétriques

Bien des fluctuations en matière de laïcité sont intelligibles à la lumière de cette dualité. On peut les schématiser par deux dérives opposées et jumelles, rapportées à un *même mécanisme*. Ce dernier consiste à abolir la dualité en écrasant l'un des principes par l'autre.

On appellera « laïcité adjectivée » *la première dérive*, du fait qu'au substantif *laïcité* elle ajoute un adjectif qui *absorbe* ce substantif : laïcité plurielle, ouverte, positive, apaisée, d'intelligence, inclusive... Ce phagocytage exprime une opération conceptuelle et politique.

Elle consiste à vouloir étendre au domaine de l'autorité publique le principe de libre expression qui règne dans la société civile. Elle récuse le caractère neutre et minimaliste de la puissance publique laïque pour faire de l'option religieuse une norme s'introduisant dans la loi elle-même, autorisant les propos et positions religieux au sein de l'État, et aboutissant à légitimer la communautarisation religieuse du corps politique. Elle a été notamment désavouée par le vote de la loi de mars 2004. Mais elle se manifeste dans bien des

grignotages résurgents : revendications de financement des cultes, *apartheid* dans les cimetières par exemple.

La seconde dérive, l'extrémisme laïque, repose sur une opération inverse mais identique dans son mécanisme. Elle consiste symétriquement à vouloir soumettre le domaine de la société civile à l'abstention qui devrait régner dans le domaine de l'autorité publique. Ainsi, il faudrait « nettoyer » l'espace civil de la présence religieuse, imposer une discrétion de tous les instants qui passerait alors de la simple civilité à l'injonction d'un ordre moral. Elle apparaît principalement sous une forme incohérente – car il s'agit la plupart du temps de réclamer non pas l'effacement civil de toute manifestation religieuse, mais de s'en prendre aux seules manifestations de l'islam.

Ces deux courants se relaient et se confortent mutuellement, l'un en abandonnant le terrain laïque au prétexte de l'assouplir et de le moderniser, l'autre en l'investissant avec des propositions durcies et réactives, tous deux en épousant le fonds de commerce des politiques d'extrême droite : la constitution fantasmatique de « communautés » – en l'occurrence « les musulmans » regroupés indistinctement. Les uns révèrent cette prétendue communauté en criant à la « stigmatisation » dès qu'on parle de laïcité ; les autres la détestent en criant à « l'invasion ».

Il est donc clair que l'article 10 de la proposition de loi du Rassemblement national relève, sans surprise, de la seconde dérive sous sa forme incohérente. À supposer qu'elle soit effectivement reprise pour le programme 2024 (ce dont on ne sait rien au moment où je publie le présent texte), qu'elle soit adoptée et qu'elle soit applicable (deux choses dont on peut raisonnablement douter), elle abolirait, avec la respiration laïque, le sens même de la laïcité. Il est toujours opportun, quelles que soient les circonstances, de l'analyser pour la dénoncer et la combattre. Mais sans oublier qu'elle partage avec la première dérive la même vision exclusive et communautaire, la même essentialisation des « musulmans ».

Injonction morale d'approbation vs droit de désapprobation

Faut-il pour autant en conclure que l'affichage politico-religieux (et notamment le port du voile islamique), du fait qu'il n'est pas interdit (et qu'il ne doit pas l'être), n'a pas à être critiqué, qu'il n'a pas à être publiquement réprouvé ? Faut-il tirer de cette liberté une leçon de bonnes manières accommodantes consistant à saluer tout ce qu'elle permet, en prenant des gants tout particulièrement avec l'islam, en s'interdisant toute désapprobation, toute remarque ? Ne suffit-il pas que cela soit permis ?

J'ai naguère abordé cette question de *l'injonction morale d'approbation et du droit de désapprobation* dans quelques articles⁶ dont je reprends ici les termes qui me fourniront ma conclusion.

L'expression religieuse est libre dans la société civile, mais faut-il l'assortir d'une prescription morale qui réprimerait sa critique en l'accompagnant d'une injonction d'approbation – ce qui reviendrait *de facto* à jeter le discrédit sur l'expression irrégulière ? Aux yeux de ce prêchi-prêcha, il ne suffirait pas de respecter les lois en tolérant ce qu'on réproouve : il faudrait en plus l'applaudir, en accepter la banalisation avec le sourire – sinon vous êtes un affreux réactionnaire liberticide, un « islamophobe », et cela bien sûr devrait vous valoir une sanction comme le propose aujourd'hui le programme du prétendu « Nouveau Front populaire »⁷. Si vous fronchez le sourcil en présence d'un voile islamique, vous êtes coupable de diviser une société multiculturelle où tout devrait baigner dans l'onction de la bigoterie. Et de vous expliquer que ce n'est pas bien de faire la gueule à une femme en burkini, que c'est raciste et discriminatoire de caricaturer un affichage religieux, que c'est « manquer de respect » aux croyants, que c'est « lancer une meute de fachos » de faire remarquer publiquement qu'un syndicat étudiant ou qu'un mouvement politique, naguère laïques, ont

bien changé. Il faudrait donc se donner pour règle le respect de ce que tous les autres croient ? Et ainsi non seulement on frapperait d'interdit tout ce qui contrarie une croyance quelconque, mais on finirait par considérer comme admissible que « la simple projection d'un dessin puisse entraîner une décapitation »⁸. Rappelons la formule popularisée après les attentats de 2015 : l'« islamophobie » tue ceux qui en sont accusés.

Oui, on a le droit de porter le voile, oui on a le droit d'afficher une option politico-religieuse ultra-réactionnaire dans la société civile, et il serait liberticide de prendre des dispositions législatives pour interdire ces expressions, mais elles doivent rester des *expressions* n'entravant pas les droits d'autrui. Et n'oublions pas la réciproque : c'est en vertu du même droit qu'on peut exprimer la mauvaise opinion qu'on a de cet affichage et toute la crainte qu'il inspire. Si on a le droit d'afficher les options politico-religieuses les plus rétrogrades, on doit aussi avoir celui (car *c'est le même !*) de critiquer, de caricaturer et de désapprouver publiquement ces mêmes options. On peut même considérer l'exercice de ce droit de désapprobation comme un devoir sans s'exposer pour cela à se faire injurier, à être qualifié de « raciste », de « soutien de l'extrême droite » ou de « facho ».

Notes

1 – Voir <https://rassemblementnational.fr/22-mesures>

2 – Sur le site de l'Assemblée nationale : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/l15b3844_proposition-loi#

3 – Voir sur le site d'archives l'article du 14 octobre 2007 « La laïcité face au communautarisme et à l'ultra-laïcisme » <http://www.mezetulle.net/article-13078343.html> et l'article de novembre 2007 « A propos de l'affaire du gîte d'Epinal, nous disons non à la politique du soupçon » <http://www.mezetulle.net/article-14096311.html>

4 – Voir la note précédente pour l'émergence de la question. Pour quelques références postérieures à 2007, voir entre autres <http://www.mezetulle.net/article-comment-la-laicite-a-ete-offerte-en-cadeau-au-front-national-70336445.html> ; l'article sur « La Respiration laïque » paru dans *Le Monde* du 30 janvier 2015 https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/01/30/contre-l-integrisme-choisissons-la-respiration-laïque_4566781_3232.html ; le grand entretien publié par *La Revue des Deux Mondes* en janvier 2018 <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/catherine-kintzler-laicite-a-produit-plus-de-libertes-ne-aucune-religion-investie-pouvoir-politique/>. L'exposé de la théorie des deux dérives symétriques se trouve dans mon livre *Penser la laïcité* (2014 rééd. 2015), chap. 1 p. 35-40, je l'ai repris maintes et maintes fois dans de nombreuses conférences publiques, l'une des plus récentes a été publiée en 2024 : *Laïcité, radicalité, intégrisme*, Toulouse, Privat, 2024.

5 – « La dualité du régime laïque », dans *Le Droit de Vivre ; La laïcité, what else ?*, mars 2021, p. 54-55.

6 – En 2018 un texte suscité par une affiche de l'UNEF montrant une syndicaliste voilée <https://www.mezetulle.fr/laffichage-politico-religieux-dans-la-societe-serait-il-au-dessus-de-toute-critique/>. En 2021 « Réflexions sur l'expression 'intégrisme laïque' », *Marianne*, numéro spécial janvier 2021.

7 – Voir l'article « Islamophobie: le retour du délit de blasphème au programme du prétendu Nouveau Front populaire » <https://www.mezetulle.fr/islamophobie-le-retour-du-delit-de-blaspheme-au-programme-du-pretendu-nouveau-front-populaire/>

8 – Henri Pena-Ruiz « Lettre ouverte à mon ami Régis Debray », *Marianne*, 21 décembre 2020 <https://www.marianne.net/agora/henri-pena-ruiz-lettre-ouverte-a-mon-ami-regis-debray>

«Nous vivons l'aboutissement cathartique de quatre décennies de déclin de la France»

Eugénie Bastié et Guibert Clarisse – *Le Figaro* – 22 juin 2024

GRAND ENTRETIEN - Quinze jours après le choc politique de la dissolution, les deux essayistes analysent la bascule historique que nous vivons.

Nicolas Baverez est essayiste et chroniqueur au Figaro. Auteur notamment de *La France qui tombe* (2004) et *Démocraties contre empires autoritaires* (Éditions de l'Observatoire, 2023).

Jérôme Fourquet est directeur du département Opinion et stratégies d'entreprise de l'Ifop. Dernier livre paru : *La France d'après. Tableau politique* (Seuil, 2023).

LE FIGARO. - *Nous vivons depuis dix jours des événements que personne ne pouvait prédire et qui accélèrent la recomposition politique. Comment qualifiez-vous la décision d'Emmanuel Macron ? Vivons-nous un moment de bascule ?*

Jérôme FOURQUET. - Il s'agit d'un moment d'accélération. Nous voyons les choses se faire et se défaire à une vitesse inédite, à l'image de la constitution d'un Nouveau Front populaire en l'espace de 48 heures. Chose inouïe et impensable lorsqu'on se rappelle des invectives échangées entre les différentes listes de gauche dans le cadre des élections européennes, il y a encore quinze jours. La décision du président de la République est stupéfiante. À regarder les annales de notre vie politique, et les effets produits alors que le scrutin n'a pas encore eu lieu, la motivation, ou le calcul, d'Emmanuel Macron interroge.

Nicolas BAVEREZ. - Comment s'explique-t-elle ? Elle pourrait se justifier par le blocage du système politique. La dissolution est l'une des armes pour y remédier. Elle a été utilisée en Italie lorsque Mario Draghi a perdu le soutien de la coalition qui le soutenait, en Espagne par Pedro Sanchez au lendemain du naufrage des élections régionales, au Royaume-Uni par Rishi Sunak face à son incapacité à gouverner. Mais en France, il s'agit d'une décision insensée. Le pari du président de la République est déraisonnable et perdu d'avance. Il revient à jouer à pile ou face, sans aucune préparation, le destin du pays, au-delà de la survie de sa majorité relative, à la veille des Jeux olympiques et sur fond d'une crise sans précédent depuis les années 1930. La France est rattrapée par la crise de ses finances publiques ; notre économie est à l'arrêt ; la société s'enfonce dans une quasi-guerre civile ; la guerre d'Ukraine se poursuit à l'avantage de la Russie qui constitue une menace existentielle pour l'Europe et la France. La dissolution ne pouvait se justifier que si elle débouchait sur une forme de stabilité, ce qui supposait de l'avoir anticipée. Pour construire le fameux bloc central, il fallait négocier avant et dissoudre à l'automne. La seule logique qui guide cette dissolution est le narcissisme. Il est pour le moins paradoxal de demander aux Français de faire prévaloir la raison sur les passions par un mouvement d'humeur irrationnel.

Le président de la République aurait parié sur un vote RN de protestation, et non d'adhésion. Se trompe-t-il ou a-t-il raison ?

J. F. - Dans l'histoire, la première percée électorale du Front national au niveau national date déjà des élections européennes, en 1984. Le vote protestataire, non résorbé en quarante ans, n'aurait donc cessé de prospérer... Au regard de cette longue histoire, la dimension protestataire de ce vote est évidente, mais il ne faut pas masquer la réelle adhésion aux mesures portées par ce mouvement politique, qui sinon n'aurait pas pu s'ancrer et se développer depuis de si longues années. Dans nos études qualitatives, nous voyons que de nombreux électeurs du Rassemblement national, ou d'autres formations politiques, revendiquent moins une idéologie que par le passé. Mais au moment du vote, les électeurs regardent d'abord le diagnostic porté par les candidats sur l'état du pays et évaluent l'adéquation au leur. Ils vérifient aussi s'ils figurent dans la grande photographie de la France

dessinée par le candidat ou la candidate en question. Ces électeurs s'interrogent : « Faisons-nous partie de la photo de famille ? » Il s'agit d'une étape indispensable pour générer « l'empathie de point de vue ». Si les candidats ne réussissent pas cette étape, alors les électeurs ne perdront pas de temps à écouter ou disséquer leurs propositions. Elles seront forcément perçues comme hors-sol vis-à-vis de leurs priorités. La force du Rassemblement national réside dans le fait de générer cette « empathie de point de vue », dans des pans entiers de la société. Alors, si l'état-major du RN n'est pas totalement prêt à exercer le pouvoir, ce n'est pas forcément grave. Les électeurs cherchent d'abord à soutenir une famille politique qui porte un diagnostic cohérent au leur. Marine Le Pen, élue à Hénin-Beaumont depuis plusieurs années, a senti la montée de la préoccupation liée au pouvoir d'achat et s'est positionnée sur le sujet. Historiquement, c'est le premier parti à avoir évoqué la question de l'immigration, sujet qui préoccupe tant de Français, il bénéficie donc d'une prime d'antériorité. Même si certaines de leurs mesures paraissent inapplicables, ce qui compte est d'avoir mis ces thèmes à l'agenda politique. Il faut donc relativiser la dimension contestataire de ce vote.

Nicolas Baverez, vous avez écrit dans Le Figaro que « la France vivait son moment populiste avec dix ans de retard ». L'élection d'Emmanuel Macron et l'hypercentre qu'il a construit, niant le clivage droite-gauche, n'ont-ils pas retardé mécaniquement une catharsis populiste qui s'est produite dans d'autres pays, comme au Royaume-Uni avec le Brexit, ou aux États-Unis, avec l'élection de Donald Trump ?

N. B. - Nous vivons l'aboutissement de quatre décennies de déclin de la France. Comme la classe politique est restée dans le déni, le choc est devenu inévitable. Choc financier avec la montée brutale des taux d'intérêt. Choc social avec l'enchaînement des mouvements insurrectionnels et des violences. Choc politique avec la voie ouverte à une arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Notre pays présentait dès les années 2010 tous les facteurs favorables au populisme d'extrême droite : modèle économique de décroissance à crédit, chômage permanent, paupérisation des classes moyennes, désarroi identitaire, sentiment d'humiliation des Français devant le déclin de la France en Europe et dans le monde. Il a été longtemps protégé par la solidité de la Ve République et par l'appartenance à l'euro. Emmanuel Macron a fait sauter toutes les digues en délégitimant les institutions, en affaiblissant l'État, en détruisant la droite et la gauche de gouvernement et en faisant exploser la dette publique.

Peut-on comparer la dissolution du président de la République au référendum de David Cameron sur le Brexit ?

N. B. - La décision de David Cameron était bien moins dangereuse, même si tout aussi déraisonnable. Nous ne sommes plus en 2016. L'histoire a basculé. La guerre est de retour en Europe. Les empires autoritaires ont engagé une lutte à mort contre les démocraties. La mondialisation a implosé. L'argent n'est plus gratuit. Jouer l'avenir de notre pays sur un coup de dé dans ces conditions est irresponsable. Et ce d'autant qu'Emmanuel Macron n'a jamais pris la peine d'organiser un parti ou une majorité présidentielle, contrairement au général de Gaulle en 1958. D'un côté, il a formidablement accéléré la crise française sur le plan démographique, économique, social, politique, stratégique. De l'autre, il a désarmé les deux obstacles à une victoire du RN: le respect des valeurs de la République avec son relativisme et l'institutionnalisation de la transgression à la tête de l'État ; le procès en incompétence qui ne tient plus face à la perte de contrôle des finances et de l'ordre publics.

Le Rassemblement national a-t-il toujours les caractéristiques d'un parti d'extrême droite ?

N. B. - Il n'y a évidemment pas 31 % de Français d'extrême droite. Le Rassemblement national est devenu un parti central. C'est un parti attrape-tout, en tête dans la quasi-totalité

des départements, des classes d'âge et des catégories socio-professionnelles. C'est un parti d'adhésion et non plus de protestation. Par ailleurs, il est le seul à être uni autour de ses dirigeants et d'un projet. En guise de « clarification », la confusion est en effet totale dans la majorité présidentielle qui ne sait pas pour qui ni pour quoi faire campagne, chez les Républicains éclatés en trois, mais aussi dans le Nouveau Front populaire que seule la mystique de son slogan fait tenir.

Pour autant, le RN n'est ni un parti centriste ni un parti de gouvernement. Comme la percée populiste ne s'est pas faite dans les années 1980, il n'a pas réalisé son « aggiornamento », à l'inverse des Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, qui, elle, est favorable aux entreprises, parfaitement intégrée dans le jeu européen, atlantiste, hostile à la Russie et solidaire de l'Ukraine. Le programme économique du RN reste gauchiste et étatiste, construit sur l'envolée des dépenses sociales et des impôts. Il exportera la crise financière française à l'euro, ce qui, joint au retrait du marché européen de l'énergie et à la mise en place de la double frontière, implique une rupture avec l'Union. Enfin, la proximité avec la Russie conduirait nos alliés à mettre la France au ban des démocraties.

Ces derniers jours, Jordan Bardella s'est exprimé sur l'égalité hommes-femmes, en affirmant qu'« en France, la femme est libre et elle le restera ». Pourquoi le vote Rassemblement national a augmenté dans l'électorat féminin ?

J. F. - En 2019, Jordan Bardella obtenait 28 % chez les hommes et 19 % chez les femmes. Il y avait donc un différentiel de 9 points, spécifique à la famille politique du Rassemblement national. Au soir du 9 juin 2024, le vote est désormais à parité, avec un bond de 13 points dans l'électorat féminin et de 3 points seulement dans l'électorat masculin. L'essentiel de la progression au niveau national est le fait de ce bond dans l'électorat féminin. Celui-ci a deux caractéristiques : il représente la moitié de la population, et est homogènement réparti sur le territoire, d'où la progression du RN quasiment partout en France. Pourquoi ? La stratégie de banalisation et de respectabilisation mise en place par Marine Le Pen depuis des années, notamment à l'Assemblée nationale, a rassuré une partie de l'électorat féminin. Jordan Bardella insiste aussi sur une autre dimension, celle de l'inquiétude sécuritaire croissante d'une partie de l'électorat féminin face au risque d'agression physique ou sexuelle. Marine Le Pen disait : « Il ne fait pas bon d'être une femme, Juif ou homosexuel dans certains quartiers de France. » Dans l'électorat juif, une bascule politique s'opère aussi sur la question sécuritaire.

De leur côté, les grandes métropoles résistent à la poussée du RN. Les poumons économiques du pays sont en contraste avec la « France périphérique ». Ce décalage, cette fracture entre les élites et une partie grandissante de la population, est-il une spécificité française ?

N. B. - La trahison des élites et le fossé creusé avec les Français sont indiscutables. La polarisation de la population et des territoires se traduit au plan électoral. Le RN est dominateur dans les zones rurales ainsi que les villes moyennes et petites, moins présent dans le cœur des métropoles. LFI est fortement implanté dans leur périphérie. Cette divergence s'observe aussi aux États-Unis ou au Royaume-Uni. En revanche, en Italie, Giorgia Meloni a réussi à s'implanter fortement dans les grandes villes. L'Italie est très décentralisée et urbanisée. Son système politique est à la fois parlementaire, ce qui permet d'intégrer les extrêmes, et imbriqué avec le monde des entreprises. Il n'y a jamais eu de dissociation entre, d'un côté, l'extrême droite, et de l'autre, le monde de l'entreprise et les grandes villes. Ainsi Mario Draghi a accompagné la transition du pouvoir à Giorgia Meloni et a mis son autorité à son service pour lui permettre de gérer l'économie, de s'intégrer dans le jeu européen et d'affirmer sa légitimité sur la scène internationale, comme on l'a vu lors du G7 et du Conseil européen.

J. F. - L'Italie est plutôt singulière. L'écart entre ce que Christophe Guilluy appelle la « France périphérique » et la France des métropoles, se retrouve en effet dans les principales démocraties occidentales. À Paris, la liste de Jordan Bardella aux élections européennes obtient 8,5 %, pour un total national de 31 %. On observe cette même structuration géographique aux États-Unis, avec le vote Trump. Par exemple, à la dernière élection présidentielle, Donald Trump a obtenu 7 % des voix à Washington DC, contre 47 % au niveau national. Au Royaume-Uni, le vote pro-Brexit augmentait en fonction de la distance à Londres. En Allemagne, les métropoles les plus dynamiques demeurent aussi réfractaires.

Dans un pays centralisé comme la France, Paris n'est plus en phase avec le reste du pays. Avant, la capitale pouvait être à droite ou à gauche, mais le différentiel avec la moyenne nationale ne dépassait pas quatre, cinq ou six points. Le Rassemblement national, ne pouvant pas percer dans les grandes métropoles, a installé son hégémonie dans la France périphérique. Dans les nombreuses zones où le Rassemblement national obtient 40 % ou plus, la grille de lecture qui domine est celle de ses électeurs. Le décalage est flagrant et s'accroît avec la capitale.

Aujourd'hui, on parle d'une tripartition de la vie politique française. Cependant, le clivage droite-gauche ne réapparaît-il pas ? En effet, le bloc central est démographiquement plutôt fragile : son électorat est principalement composé de citoyens aux revenus très élevés, or la France s'appauvrit, et reste plutôt âgée. Ce bloc central n'est-il pas voué à disparaître ?

J. F. - Vous indexez la disparition du bloc central sur la moyenne d'âge des électeurs, mais ce bloc pourrait perdre son assise avant même la disparition de cet électorat âgé ! Les questions politiques sont des questions de dynamique. Le bloc central a toujours existé en France, incarné par François Bayrou. Cependant, ce dernier n'est jamais parvenu à agréger l'aile strauss-kahnienne du Parti socialiste et l'aile juppéiste de la droite afin de constituer un bloc qui pèse significativement pour accéder au second tour d'une élection présidentielle. Le bloc central ne disparaîtra pas mais sous l'effet de l'hémorragie de certains de ses soutiens, il est menacé de rétrogradation en deuxième division. Le parti des Républicains a vécu ce phénomène.

Les équilibres sont instables, et l'avenir nous en montrera l'évolution. À gauche, un Nouveau Front populaire s'est reconstitué face à la menace du fascisme. Dans leur terminologie, ils reprennent les événements du 6 février 1934 et la création du Front populaire en 1936, à partir d'une demande de la base militante, similaire à la convergence des cortèges socialiste et communiste qui s'était effectuée au cri d'« unité ! unité ! » en 1934. La menace du fascisme fait se rabocher des gauches irréconciliables, mais reste à voir la longévité de cet accord. En effet, il y a un grand écart entre Philippe Poutou et François Hollande !

Un clivage gauche-droite, aujourd'hui radicalisé, ne réapparaît-il pas ?

N. B. - Non, nous sommes dans un moment de confusion extrême. Emmanuel Macron a commis une erreur majeure en liquidant, avec la droite et la gauche de gouvernement, l'ancrage démocratique du pays. La démocratie résiste là où le clivage droite-gauche subsiste. Aucune expérience de troisième force centrale, au milieu des extrêmes, ne se termine bien : les extrêmes finissent toujours par l'emporter. Aujourd'hui, le RN incarne ainsi l'ordre et la stabilité. Son substrat idéologique n'est plus révolutionnaire, même s'il repose toujours sur la fusion hautement inflammable des passions nationales, identitaires et sociales. La sortie de la crise démocratique passe par la reconstitution des classes moyennes et d'un débat entre une gauche et une droite républicaines. Nous n'avons pas le droit de renoncer et de désespérer. Cela reviendra mais nous n'y sommes pas.

De nombreux artistes et sportifs prennent position contre le Rassemblement national au nom de l'antifascisme et la lutte contre l'extrême droite. Ce discours porte-t-il encore dans les tréfonds du pays ?

J. F. - Ce discours ne porte pas pour les 31 % d'électeurs de Jordan Bardella. Néanmoins, ces déclarations peuvent avoir un impact sur une partie de la jeunesse dépolitisée et consommatrice des réseaux sociaux, et tout est bon à prendre dans le cadre d'une campagne aussi courte. De plus, la coalition de gauche s'appelle le Nouveau Front populaire. L'objectif est d'agrèger des personnes de divers horizons pour faire barrage. Cet électorat a deux aspirations profondes : l'unité et l'efficacité face à la montée de l'extrême droite. Le score du RN aux élections européennes a créé un choc dans les états-majors de gauche, mais surtout dans l'électorat de gauche. En vue du contexte et du calendrier annoncé par le président de la République, l'argument du barrage à l'extrême droite renaît.

De nombreux commentateurs évoquent la possibilité d'un chaos économique en cas d'application du programme du RN ou du Nouveau Front populaire. Qu'en pensez-vous ?

N. B. - Le président de la République a choisi une élection éclair qui s'organise autour de la politique pure et d'une course à la démagogie du quoi qu'il en coûte. Alors que les marchés et nos partenaires européens nous ont placés sous surveillance, personne ne regarde à la dépense. Même le bloc central, qui se place sous le signe de la raison économique, multiplie les promesses, à hauteur de 1 à 1,5 % du PIB. Du côté du RN, les mesures de pouvoir d'achat et de hausse des salaires portent sur 3 à 3,5 % du PIB. Du côté du Nouveau Front populaire, on atteint des sommets avec 150 à 180 milliards de dépenses et 80 milliards d'impôts supplémentaires. Le tout s'applique à un pays dont le déficit et la dette publics s'élèvent à 5,5 et 110,6 % du PIB, les dépenses et les recettes publics à 58 et 52,5 % du PIB. En comparaison, les déficits des années 1982 à 1984 étaient de 2,5 à 2,6 % du PIB et la dette publique française représentait 26 % du PIB en 1984, ce qui n'a pas empêché le pays de se trouver au bord d'une intervention du FMI. Or on se trompe en pensant que les hommes politiques n'appliquent jamais leurs projets : ils sont pris au piège de leur démagogie comme on l'a vu en 1981 ou en 1997 avec la loi des 35 heures. La mise en œuvre de ces programmes provoquerait une crise financière majeure qui contaminera les banques et les assurances, puis l'euro car la France, contrairement à la Grèce, possède une dimension systémique. La France emprunte déjà plus cher que le Portugal. Elle ne disposera d'aucune indulgence de la part des marchés et de nos partenaires. À nous de décider si nous voulons que la France soit dirigée par une troïka composée du FMI, de la Commission européenne et de la BCE.

Les Français ont-ils conscience de l'endettement du pays ? Croient-ils aux promesses du Nouveau Front populaire ou celles du Rassemblement national ?

J. F. - Les Français ont toujours été fâchés avec la macroéconomie, mais avaient quelques repères. En 2007, François Bayrou avait fait campagne sur la dette (souhaitant inscrire dans la Constitution l'interdiction de présenter un budget en déséquilibre de fonctionnement) et avait obtenu 18 % des voix. Deux lignes de défense avaient été désignées aux Français : il ne fallait ni perdre la note AAA de la France, ni que la dette atteigne 100 % du PIB. Les deux dernières crises ont fait voler ces repères en éclat. Lors de la crise de la dette souveraine en 2008, la France a été dégradée. Et lors de la crise du Covid, le « quoi qu'il en coûte » a fait exploser la barre des 100 %. Aujourd'hui, la dette s'élève à 110 % du PIB. Les Français regardent leurs chaussures et constatent que le sol ne s'est pas ouvert sous leurs pieds. Ils en déduisent alors que ces chiffres ne sont pas si graves. La seule question politique qui vaille est la suivante : le responsable politique peut-il brancher la pompe et arroser ? Avec l'idée de « prendre l'argent là où il est », chez Bernard Arnault par exemple, qui existe aussi. Celle-ci correspond au programme du Nouveau Front populaire.

Si le Rassemblement national arrive au pouvoir, craignez-vous des violences, voire une forme de guerre civile, à l'issue de ces élections ?

N. B. - La France en vit déjà une en Nouvelle-Calédonie, où l'ordre est très loin d'être rétabli. La situation risque d'être très difficile et pourrait mettre en péril non seulement la paix civile mais aussi l'État de droit.

J. F. - La tension est très forte dans le pays. Si le Rassemblement national gagne ces élections, le Nouveau Front populaire continuera-t-il de manifester dans la rue ? En 2007, lorsque Nicolas Sarkozy accède à la présidence de la République, il y a trois nuits d'émeutes dans certaines banlieues françaises, pour s'opposer à l'arrivée au pouvoir du candidat du « Karcher ». Depuis, la température a augmenté dans le pays.

Après les élections législatives, les Jeux olympiques commencent. Emmanuel Macron a affirmé en marge du G7, au sujet des Français : « Je pense qu'ils n'ont pas envie d'avoir des JO qui se présentent mal. » Il espère que les Français tiendront compte de cette donnée au moment de voter...

N. B. - Tous les calculs du président de la République se sont révélés faux. Il espérait que le centre s'unirait, il est désuni. Il comptait sur la désunion de la gauche, elle est unie, au moins facialement. Il misait sur le ralliement des LR, ils ont implosé. Penser que les Français vont voter en fonction des Jeux olympiques, perçus comme ceux d'Emmanuel Macron et d'Anne Hidalgo, témoigne de la déconnexion complète vis-à-vis de la réalité et du déni systématique dans lequel s'est installé le président de la République. Cela ne pouvait pas bien finir, et c'est en train de s'achever en tragédie.

J. F. - Emmanuel Macron place les Français devant leur responsabilité. Mais d'aucuns peuvent se demander : qui les a placés dans un tel dilemme ? Marine Le Pen l'a souligné dans un message récent : Emmanuel Macron se posait en rempart contre le chaos, mais c'est lui qui installe le chaos.

N. B. - Des jeux et de la dette, c'est une forme de mépris ultime envers le citoyen. Tout dépend aujourd'hui de l'esprit de responsabilité des Français. Raymond Aron rappelait très justement que « le choix en politique n'est pas entre le bien et le mal mais entre le préférable et le détestable ».

« Islamophobie » : le retour du délit de blasphème au programme du prétendu « Nouveau Front populaire »

Soutien à Philippe Val et à Henri Pena-Ruiz

Catherine Kintzler – 15 juin 2024

Le prétendu « Nouveau Front populaire », avec l'usage décomplexé et réitéré des termes « islamophobie » et « islamophobe » – désignant des discours dont, selon lui, il faudrait sanctionner les auteurs – propose le retour du délit de blasphème. Cela est fondé sur un glissement sémantique qu'il convient d'analyser et de dénoncer.

Une telle proposition liberticide n'a rien d'étonnant venant d'une formation dont on connaît par ailleurs les positions, les alliances et les méthodes. Mais qui s'étonnera que cette férocité bigote trouve des appuis discrets et apeurés dans les habituels conseils de « modération » à l'égard de ceux qui exercent la liberté d'expression, comme si cette dernière se dégradait quand on s'en sert ?

« Islamophobie » : un sophisme pour rétablir le délit de blasphème

En prenant connaissance du programme diffusé par le soi-disant « Nouveau Front populaire »¹, je remarque ces passages (c'est moi qui surligne) :

« Lutter contre toutes les formes de racisme, contre **l'antisémitisme et l'islamophobie**

Au moment où l'extrême droite menace, nous rappelons que la parole et les actes racistes, **antisémites et islamophobes** se propagent dans toute la société et connaissent une explosion inquiétante, sans précédent. Aucune tolérance n'est de mise face à ces menaces et à ces comportements, d'où qu'ils viennent. S'attaquer à nos compatriotes pour leur couleur de peau ou leur religion supposée ou réelle, c'est s'attaquer à la République. En voir certains quitter ou vouloir quitter notre pays est un échec collectif.

Nous nous engageons à :

– Donner à la justice les moyens de **poursuivre et de sanctionner les auteurs de propos** ou d'actes racistes, **islamophobes** et antisémites.

[...] Une autre haine [que l'antisémitisme] cible particulièrement les musulmans ou les personnes assimilées à cette religion. Elle découle notamment de l'**omniprésence des discours islamophobes** dans certains médias, de presse écrite ou audiovisuelle.

• Nous proposerons un **plan interministériel pour comprendre, prévenir et lutter contre l'islamophobie** en France, et contre ses effets sur ceux qui la subissent.»

La mise en parallèle entre « antisémitisme » et « islamophobie » est en elle-même à la fois une erreur et une faute morale. Mais, en présentant le terme « islamophobie » comme une évidence pour désigner un délit, elle suppose, en amont, un tour de passe-passe sémantique très répandu : l'analogie entre les termes comportant le suffixe -phobie (homophobie, transphobie, christianophobie, islamophobie...). C'est cette analogie qui installe le terme « islamophobie » comme une évidence comparable à certains comportements délictueux et qui, en aval, commande l'équivalence sémantique avec le terme « antisémitisme ». Je propose de remonter à cette analogie initiale pour la dénoncer par une analyse très simple accessible à tout locuteur de langue française.

Précisons d'abord que le suffixe -phobie ne signifie pas seulement « peur », « fuite », « évitement », ou même « détestation », « haine », mais peut désigner aussi une position critique.

L'analogie avec d'autres termes en -phobie est approximative car elle ne se fait que sur la considération du suffixe et non pas sur celle du mot entier, qui comprend aussi un radical. Or la nature de ce radical change bien des choses. Les trois exemples ci-dessous schématisent

et balisent la gamme des variations de sens dans l'application du terme : s'applique-t-il à des personnes, à des doctrines, tantôt à des personnes tantôt à des doctrines ? On voit bien que la réponse à ces questions détermine le caractère délictueux ou non d'une position, d'un propos : s'en prendre à des personnes est un délit, alors que s'en prendre à des doctrines, à des idées n'en est pas un et relève de la liberté d'expression.

- Quand on dit « homophobie », le radical « homo- » désigne les homosexuels : donc le mot « homophobie » ne peut s'appliquer qu'à des *personnes*.
- Quand on dit « christianophobie » cela peut s'appliquer à une *doctrine*, le christianisme, ou/et à des *personnes* adeptes de cette doctrine, les chrétiens.
- Quand on dit « islamophobie », cela ne peut s'appliquer qu'à une *doctrine* et jamais à des personnes. En effet en français on appelle les adeptes de l'islam « musulmans », et jamais leur nom n'est formé sur le radical « islam ». Donc *l'islamophobie n'est en aucun cas un délit*. Se déclarer *anti-musulman* en est un.

Ne nous laissons pas piéger par une analogie qui ne s'appuie que sur la moitié d'un mot. *Accepter l'analogie entre « homophobie » et « islamophobie » c'est accepter un sophisme destiné à produire la proposition fautive : « l'islamophobe hait les musulmans comme l'homophobe hait les homosexuels »*. L'islamophobie ne peut jamais s'appliquer à des personnes et Philippe Val² en se déclarant islamophobe, Henri Pena-Ruiz en déclarant naguère qu'« on a le droit d'être athéophobe comme on a le droit d'être islamophobe »³ ne commettent aucun délit.

Ici l'argumentation sémantique rejoint l'argumentation philosophique et juridique : fuir une religion, l'éviter comme la peste, la critiquer, en dire tout le mal qu'on en pense, la caricaturer, la présenter sous des termes grossiers, et même la haïr, rien de tout cela n'est un délit. Il faut soutenir Philippe Val comme il fallait soutenir Henri Pena-Ruiz en 2019.

Cela est parfaitement clair. Quand on écrit « islamophobie » dans un programme politique au lieu d'écrire « haine envers les musulmans », c'est qu'on veut rétablir le délit de blasphème, qui est une variante du délit d'opinion. C'est exactement et délibérément ce que fait le programme du prétendu « Nouveau Front populaire ». C'est ce que cautionnent les déclarations bienpensantes qui invitent à soutenir ce programme en prétextant qu'il faut bien casser quelques œufs (« mettre de côté quelques divergences ») pour faire l'omelette « de gauche » toujours si religieusement désirable.

À quoi bon la liberté d'expression s'il ne faut l'exercer qu'avec modération ?

Mais que dire des soutiens que cette proposition ouvertement liberticide trouve dans des conseils de modération si répandus çà et là ? Je les résume : « certes se déclarer islamophobe n'est pas un délit, mais de telles déclarations [i.e. celle de Philippe Val] sont-elles opportunes maintenant ? dans les circonstances actuelles est-ce bien judicieux » ?

Autrement dit : est-il opportun d'exercer la liberté d'expression, n'y a-t-il pas des situations où on ferait bien de ne pas l'exercer et d'attendre que les choses se calment ?

Avec ce type de raisonnement, on pourra *toujours* trouver que « les circonstances actuelles » rendent inopportune une déclaration comme celle de Philippe Val. En bref : on pourra toujours trouver qu'il vaut mieux se taire, être conciliant, rester modéré, se demander si ça fait avancer les choses, éviter les propos « brutaux ».

Cette position est consternante : elle introduit des degrés dans l'exercice de la liberté d'opinion dont il y aurait de mauvais usages, inopportuns, excessifs, selon les circonstances⁴.

Or la liberté ne s'use que si l'on ne s'en sert pas : il faut au contraire l'exercer jusqu'à son comble et la mettre à l'épreuve pour qu'elle existe. À quoi bon la liberté d'expression, si elle ne vaut qu'opportunément et pour des propos modérés ? Quelle différence, en l'occurrence, entre un appel à rester mesuré et un appel à ne pas proférer de « blasphème » ? Il faut donc soutenir Philippe Val, comme il fallait soutenir Henri Pena-Ruiz en 2019, précisément parce que leurs propos donnent la mesure de la liberté d'expression, précisément parce qu'ils ne s'en tiennent pas à une déclaration tiède qui accepte toutes les compromissions.

D'autre part, et en l'occurrence, s'il y a risque et absence d'opportunité à se déclarer islamophobe, c'est pour l'auteur de la déclaration, et lui seul, qui s'expose à devenir une cible pour l'islamisme. Mais apparemment il ne serait pas opportun de soutenir Philippe Val (comme il ne l'était pas de soutenir Henri Pena-Ruiz), de s'engager à ses côtés, il serait opportun et judicieux d'être apeuré par une déclaration qu'on n'est pas loin de qualifier d'« irresponsable » ? Il serait opportun et judicieux, devant « la montée de l'extrême droite » de regarder l'islamisme avec modération ? Il serait opportun et judicieux de se pincer le nez doctement en entendant ce que d'autres ont le courage de dire, il serait opportun et judicieux de se demander « si cela fait avancer la question » ? Il serait opportun et judicieux de rester bien tranquille tout en s'offrant le luxe de continuer à lire sans honte *Charlie Hebdo* ? « J'ai moins peur des extrémistes religieux que des laïques qui se taisent » disait Charb en 2012. On peut aussi avoir peur des laïques qui conseillent (inspirés par quelle peur ?) à d'autres laïques de se taire et de rester mesurés.

Notes

1- Intégralité du programme [téléchargeable sur le site « Nouveau Front populaire »](#).

2- « Le rire est-il de droite ? » 15 mai 2024 vidéo avec Thibault Gauthier sur le site du Figaro <https://video.lefigaro.fr/figaro/video/le-figaro-la-nuit-avec-philippe-val/> la déclaration en question se trouve à 1h30.

Cette déclaration lui a valu les foudres de la Grande mosquée de Paris, qui a dit porter plainte contre lui <https://x.com/chemshafiz/status/1791774677544669324> ... Philippe Val a répondu le 27 mai 2024 dans cette brève intervention sur Europe 1 <https://www.youtube.com/watch?v=7DE3WNzfGbI>

3 - Voir sur ce site <https://www.mezetulle.fr/soutien-a-henri-pena-ruiz-vise-par-une-tribune-dans-liberation/>. Voici la transcription du passage : « Le racisme, qu'est-ce que c'est ? Mise au point : c'est la mise en question des personnes pour ce qu'elles sont. Mais ce n'est pas la mise en question de la religion. On a le droit, disait le regretté Charb, disait mon ami Stéphane Charbonnier, assassiné par les frères Kouachi en janvier 2015. On a le droit d'être athéophobe comme on a le droit d'être islamophobe. En revanche, on n'a pas le droit de rejeter des hommes ou des femmes parce qu'ils sont musulmans. Le racisme, et ne déviions jamais de cette définition sinon nous affaiblirons la lutte antiraciste, le racisme c'est la mise en cause d'un peuple ou d'un homme ou d'une femme comme tel. Le racisme antimusulman est un délit. La critique de l'islam, la critique du catholicisme, la critique de l'humanisme athée n'en est pas un. On a le droit d'être athéophobe, comme on a le droit d'être islamophobe, comme on a le droit d'être cathophobe. En revanche, on n'a pas le droit d'être homophobe, pourquoi ? Parce que le rejet des homosexuels vise les personnes. » publié par Libération le 26 août 2019 https://www.liberation.fr/checknews/2019/08/26/qu-a-dit-henri-pena-ruiz-sur-le-droit-d-etre-islamophobe-lors-de-l-universite-d-ete-de-la-france-ins_1747363/

4 - Je me permets de renvoyer à l'article « La liberté comme forme. Le cycliste et le censeur » en ligne sur le site d'archives <http://www.mezetulle.net/article-6304754.html> et au développement philosophique qui le sous-tend : « Liberté philosophique et libertés formelles » <http://www.mezetulle.net/article-33092130.html>

"Le vote RN est depuis longtemps un vote d'adhésion"

Virginie Martin – Marianne – 24 juin 2024

La politiste Virginie Martin a dédié, il y a plus de deux décennies sur le vote du Front national (FN), à Toulon, première municipalité remportée par le parti. Selon elle, il était alors largement possible de comprendre et anticiper la progression de la formation de Marine Le Pen, malheureusement, presque tout le monde a préféré faire l'autruche.

1995, Toulon. Jeune doctorante, figée sur le beau et grand boulevard de Strasbourg.

Le FN vient de gagner la 14^e ville de France. C'est ma ville, c'est mon Var. Sans plus réfléchir, je passe un long coup de fil à mon premier directeur de thèse, je veux, je dois concentrer mon travail de doctorat à une seule question : « Comment on a pu en arriver là ? ». Un changement de sujet plus tard, je plonge en apnée dans l'âme de la ville. Un parti pris méthodologique très fort : zéro sondage, aucune donnée quantitative, ma thèse sera cent pour cent dans une approche qualitative, des centaines et des centaines d'heures d'entretiens non-directifs, zéro question, et, à la fin plus de 1 500 pages de matériau à décortiquer. Comme des rush de film. Je revois encore leur visage, François, Isabelle, Karim, Joe... presque 30 ans plus tard, presque jour pour jour.

De cette monographie quelques enseignements, quelques enseignements que j'ai essayé d'expliquer, de pousser ici et là dans les médias ou auprès de quelques politiques... en vain. Je n'ai même pas 30 ans, qui suis-je pour les sortir de leur petit confort et de leur mantra rassurant : « *C'est juste un vote de colère, ça leur passera... et puis regarde, le père Le Pen, il se dispute déjà avec Bruno Mégret... !* » De mon côté, j'avais plongé dans les entrailles du vote FN (et des autres), je savais que ça ne passerait plus.

REFUS DU RÉEL

Je posais alors quelques hypothèses majeures. Que nous sommes déjà très proches d'un vote d'adhésion (qui n'excluait en rien la protestation d'ailleurs). Que Toulon n'est qu'une préfiguration du national, d'une généralisation à venir de ce vote, que la ville doit jouer sa fonction sémaphorique, qu'elle est une lanceuse d'alerte. « Alerte ? » En haut lieu on rigole ! Que parmi les non-votants pour le FN, beaucoup sont aussi des passagers clandestins, des *free riders* comme on dit et qui, sans soutenir ce parti dans les urnes, espèrent grandement le voir prospérer et en « profiter ».

*« Ils voulaient me faire jouer les Cassandre ;
eux étaient les autruches utiles de leur propre carrière. »*

Que plus on traitera les électeurs frontistes de « salauds et d'imbéciles » plus ces insultes renforceront leur sentiment d'isolement et donc leur vote. On me répondra à l'envi que ce sont bien des « cons » puisqu'ils sont les moins diplômés des votants... dont acte. Quand je vois aujourd'hui comment certains courent après ces « idiots sans diplômes », je me souviens... Ils voulaient me faire jouer les Cassandre ; eux étaient les autruches utiles de leur propre carrière.

J'en ai fait des auditions pour expliquer ce phénomène, à l'Assemblée nationale, dans des think tank, dans certains médias de gauche : la plupart de mes auditeurs m'ont chassée à coups de balai, telle une sorcière. Je disais un réel qu'ils ne voulaient pas voir, ou pire, qu'ils n'imaginaient même pas du haut de leurs terrasses parisiennes ou tropéziennes... Le retour du réel et, en face, les autruches aux têtes de plus en plus enfoncées dans le bitume.

LES RESSORTS DU VOTE

Le vote FN puis RN est une longue sédimentation autour de trois pôles majeurs. Et, ce, que ce soit au sud, côté PACA ou au nord, côté Hauts-de-France. Ces trois dimensions pèsent plus ou moins lourdement à Hénin-Beaumont ou à Toulon, mais elles sont là et bien là : elles se conjuguent en même temps, et il est nécessaire de les comprendre comme étant enchevêtrées. Vraiment nouées les unes aux autres. Je les présente ici dans un ordre non hiérarchique, elles existent toutes les trois, et prennent une place plus ou moins grande au gré des événements et des contextes.

- La défiance à l'égard des politiques en place est un élément structurel du vote FN. C'est un mélange de déception, de colère, de regret, de tristesse face à ces centaines de politiques qui n'ont fait que les décevoir : « *Si demain on avait des types qui avaient un peu de c... au RPR et à l'UDF... mais ils ne font rien...* », me disait François à l'époque, ou encore Sylvie : « *Pour moi la politique c'est pas sain, les magouilles, l'argent, l'argent...* » La crise de la représentation bat son plein dans ces villes passées aux mains du FN dans le milieu des années 90 : Toulon, Vitrolles, Orange, Marignane.

- Une peur panique du déclassement, une peur du lendemain et du chômage « *je suis venu en France, j'ai tout quitté, c'est pas pour tout perdre encore ici* » me confiait Karim. Et sans cesse, cette question : combien de temps la France pourra-t-elle rester assez forte pour les protéger et leur donner ce sentiment d'être dans un pays confiant et robuste.

- La question de l'insécurité quasi toujours couplée à la question de l'immigration, elle-même quasi toujours couplée à la question de l'identité française : ce triptyque est déjà à l'époque une composante très forte du vote FN. « *Nous les ouvriers, dans nos HLM, on trouve nos voitures brûlées, c'est normal qu'on en ait marre* », me disait Daniel cégétiste-PC-frontiste, ou encore Isabelle : « *Quand tu vois nos marchés de Provence... elle est où notre ville... ?* »

LES DIPLÔMÉS TOUCHÉS

J'ai recueilli d'autres paroles tous les 10 ans environ, dans les années 2010, puis dans les années 2020. Et j'ai encore retrouvé ce que Toulon disait déjà dans cette fonction sémaphorique, retrouvé en plus fort, en plus grand, en plus large... Le vote des « sans diplômes » qui tend à poindre chez les « avec diplômes » maintenant ; pourquoi ? Car, après les plus modestes touchés et touchés par les délocalisations et la tranquillité de leur lieu de vie, les professions intermédiaires et les cadres commencent à sentir venir le vent de la fragilité.

Les premières se demandant si elles auront encore leur place dans des services publics en lambeaux, les seconds, cadres et cadres supérieures sachant qu'ils ne pourront plus absorber une telle concurrence internationale après 45 ans, usés, épuisés qu'ils sont. Le vote des femmes qui se fait plus fort aussi. Ici deux éléments majeurs.

« *Il est bien triste de les voir s'agiter si tardivement avec leur seul argument moralisateur.* »

Le premier quand « Marine » rentre en scène dans les années 2010 ; fascination importante pour cette femme, seule, divorcée, battante qui a su tuer le père. Le second se structurant autour du sentiment d'insécurité des femmes se sentant plus fragiles que les hommes dans l'espace public. La géographie électorale enfin qui commence à indiquer combien les régions de l'Ouest ne sont plus épargnées par ce vote. Pourquoi ? Car le vote FN / RN agit dans leurs représentations comme préventif : « *On ne veut pas d'un Marseille chez nous* », m'explique Flavio dès les années 2010.

RÉACTIONS TROP TARDIVES

Je passe ici sur ce que chacun connaît, le changement de nom du Front au Rassemblement – pas si anodin que ça – je passe sur Maastricht, je passe sur les attentats – et aussi sur tous ceux qui n'étaient pas *Charlie* et qui ont été ignorés –, sur le très décevant Macron-Jupiter, sur l'enkystement de la crise des Gilets jaunes, je passe sur la cynique instrumentalisation de Gaza, sur les nouveaux médias, sur leur polarisation, et je ne préfère pas m'étendre sur deux types de politiques : les hystériques à l'*Hubris* démesuré, les lâches qui n'ont d'autres choix que la lâcheté vu qu'ils ne travaillent pas.

Quel que soit le résultat dimanche, il est bien triste de les voir s'agiter si tardivement avec leur seul argument moralisateur et leur « no pasaran » mille fois entendu... ils ont tout eu entre les mains, en 40 ans et depuis 40 ans, tout, de la part des chercheurs que nous sommes et de la part de quelques journalistes... Ils ont même eu des pistes de solutions dans nos ouvrages...

Des Cassandre au pays des autruches, jusqu'au jour où...

La République au bord du gouffre

Unité Laïque – 12 juin 2024

Le dimanche 9 juin 2024, les résultats des élections européennes ont mis en lumière trois faits politiques majeurs.

- *La victoire de l'extrême-droite repeinte aux couleurs de la droite nationaliste, voire usurpant le qualificatif républicain qui, en additionnant les voix des petites listes, atteint désormais 40% des suffrages exprimés ;*
- *La défaite sans appel du parti présidentiel ;*
- *Le rééquilibrage à gauche au profit de la social-démocratie, sans que malgré tout la gauche radicale « antisioniste » ne recule.*

A ce bilan très inquiétant s'est ajouté, comme un coup de tonnerre, certes redouté mais auquel on croyait peu, l'annonce précipitée par le président de la République de la dissolution de l'Assemblée nationale et d'élections législatives moins d'un mois plus tard. Cette décision, grave et a minima critiquable, a jeté le pays dans un chaos politique que nous n'avions pas connu depuis le début de la Ve République.

Ainsi, le chef de la droite post-gaulliste a annoncé son ralliement au Rassemblement national. Ainsi, le Parti socialiste, les communistes et quelques autres forces supplétives de la gauche ont annoncé leur accord avec un parti qui a axé toute sa campagne européenne sur la stigmatisation des juifs. Ainsi, la tentative présidentielle d'une recomposition centripète, semble avoir échoué avant même d'avoir pris son élan.

Dans ce tourbillon, les paroles bruissent, vides de sens. « Front populaire » pour ceux qui déshonorent Blum et Thorez, se grisant du poème d'Aragon appelant à l'union de tous contre le fascisme. Ils oublient que cette union était destinée à combattre les antisémites, pas à s'allier à eux ; « droite républicaine » qui puise ses racines dans le pétainisme et la haine de l'étranger ; « front républicain » qui se réduit comme peau de chagrin à la seule formation présidentielle en ruine.

Face à ce désastre, nous républicains, laïques, fidèles à la devise de notre pays, fidèles à l'idéal d'une République indivisible, laïque, démocratique et sociale, ne pouvons que nous lever pour résister. Résister à la droite nationaliste et xénophobe qui faisant la chattemite, tente de nous convaincre qu'elle n'est plus enfant de Pétain. Résister à une gauche qui croit possible de s'inoculer le virus antisémite sans être contaminé.

Parmi nous, il y a des citoyens de droite, du centre, de gauche, qui mettent nos principes plus haut que tout, parce que sans eux, nous ne sommes plus le peuple français, inventeur de la liberté de conscience et du droit au bonheur. Ceux-là ne pourront pas donner leurs voix aux identitaires des deux bords et à leurs alliés. Mais pourront-ils se résoudre à voter de nouveau pour un pouvoir qui démantèle la République depuis si longtemps et qui porte une responsabilité indéniable dans la tempête qui risque de nous emporter ?

Il reste trois semaines pour faire émerger un espoir républicain, fraternel et laïque. Pour convaincre tous les citoyens de progrès que ce n'est ni par le raidissement autoritaire et nationaliste, ni par le communautarisme et l'antisémitisme opportuniste, ni par la poursuite du démantèlement du programme du Conseil national de la résistance et de la République sociale, que nous rétablirons la fraternité et la solidarité.

Certains, comme Gérard Larcher, comme beaucoup de responsables de LR, comme Raphaël Glucksmann, comme Yaël Braun-Pivet, ont choisi le chemin de l'honneur. Nous appelons tous les Français à les soutenir pour exiger avec eux, que les partis et les responsables politiques se reprennent et constituent un véritable front républicain. C'est ce grand mouvement qu'il nous faut lancer aujourd'hui pour éviter le suicide de la République.

À part la gauche, qui parle de nous ? Un an après les émeutes, à Asnières, le RN n'est pas une option

Bruno Rieth – Marianne – 24 juin 2024

Les quartiers nord de cette commune d'Île-de-France avaient répondu à la mort de Nahel par une violence automutilatrice en défigurant leur propre quartier. Si les souvenirs sont encore frais dans les têtes des électeurs, le parti d'extrême droite n'en a pas profité.

La température chute, une légère brise s'engouffre dans les ruelles des quartiers nord d'Asnières-sur-Seine. L'orage s'apprête à éclater. Violent et bref. Le temps de trouver dans l'urgence un abri de fortune et la pluie s'abat, drue, durant une dizaine de minutes, provoquant la course effrénée de passants affolés par les caprices de la météo du jour. Puis chacun reprend son chemin, d'un pas rapide et décidé après cette pause forcée.

Au sol, la pluie agit comme un révélateur des stigmates passés par un effet de surimpression. Sorte de négatif duquel surgissent les irrégularités du bitume. Un topographe spécialisé dans le mobilier urbain y décèlerait sûrement la fièvre émeutière qui s'est emparée des quartiers nord de cette banlieue d'Île-de-France il y a un an.

À certains carrefours de la cité des Courtilles, on devine encore sur le macadam les ronds dessinés par la chaleur des véhicules incendiés.

Le 27 juin 2023, à Nanterre, un policier tuait un jeune homme de 17 ans, au volant d'une grosse cylindrée, après un refus d'obtempérer. Partout en France, des jeunes de banlieue répondaient à la mort de Nahel par une violence automutilatrice en défigurant leur propre quartier. Ici, à la cité des Courtilles, le plus grand ensemble des quartiers nord de la ville, le seul supermarché du coin avait été vandalisé et pillé. La pharmacie des Mourinoux, accolée à l'Aldi, avait elle aussi été prise d'assaut.

Depuis, les carcasses des voitures ont été retirées, les façades repeintes, les vitres brisées remplacées redonnant une apparence de normalité aux déambulations citadines. L'entrée de l'espace culturel le Cèdre, qui rassemble « *toutes les fonctions sociales, culturelles et symboliques du quartier* », selon son architecte, garde, lui, encore les traces des attaques de l'année dernière. Sur la devanture, le bois noirci par les flammes raconte les tentatives pyromanes pour réduire ce bâtiment à un tas de cendres.

AUX DERNIÈRES ÉLECTIONS, LA GAUCHE EN TÊTE

De quoi donner, en cette année d'élection, du carburant au vote RN ? Pas vraiment. Contrairement à une grande partie de l'Hexagone, au scrutin européen qui vient de se clore, les habitants d'Asnières-sur-Seine ont placé en tête la liste emmenée par l'Insoumise Manon Aubry avec plus de 19 % des suffrages, devant la macroniste Valérie Hayer (18,60 %) et Raphaël Glucksmann (17,7 %). Le RN de Jordan Bardella n'a obtenu que 10,82 % des voix, loin, très loin de son score national.

Pourtant, les souvenirs des émeutes sont encore frais. « *Oui, ça a été très violent pendant plusieurs jours. Des idiots ! Voilà ce que c'était. C'était complètement bête d'aller casser le magasin, moi j'y vais faire mes courses. Ils nous emmerdent les jeunes* », tempête Elisabeth (les prénoms mentionnés dans cet article ont tous été changés à la demande des personnes interrogées). D'abord sur la défensive, l'octogénaire prend finalement un certain plaisir à répondre aux questions d'un journaliste, laissant apparaître au fil de la discussion un large sourire et des yeux d'un bleu profond.

C'est qu'ici, on se méfie des médias ou alors on considère qu'on n'a rien d'intéressant à dire. Les « *Ça ne m'intéresse pas* » se succèdent à d'hésitants « *Je n'ai pas le temps* » qu'on balance aussi aux rabatteurs de dons pour les associations pour s'en débarrasser. La parole se libère difficilement. Il faut l'accoucher.

Élisabeth a-t-elle glissé un bulletin RN à cause de ces emmerdeurs de jeunes ? À son regard outré, on peut facilement imaginer que, munie d'une canne, elle nous en aurait fait tâter un coup. Heureusement, sa locomotion est tout à fait correcte : « *Bardella ? Je l'exècre moi ce monsieur ! Je déteste le populisme. Et puis qu'est-ce qu'il ferait pour moi ? Rien. Il ne propose rien pour les retraités et ne fait rien pour personne* ».

LES DÉÇUS DU MACRONISME DES BANLIEUES

Les émeutes n'ont donc pas agi comme un catalyseur. Sûrement que leurs impacts sur les habitants d'Asnières ont été très réduits. Les casseurs ne s'en sont pris qu'à l'environnement qu'ils connaissaient. C'est-à-dire leur Aldi, leur pharmacie, la voiture de leur voisin, leur centre culturel...

Élisabeth, qui habite depuis dix ans dans les quartiers nord, mais en dehors de la cité des Courtilles où elle vient faire ses courses, n'a pas vécu les mêmes émeutes. En bas de chez elle, les destructions ont été très circonstanciées.

Et puis la ville n'a jamais été tentée par le vote d'extrême droite. En 2017, elle était partagée sur les ambitions de ce jeune candidat issu d'un gouvernement socialiste qui promettait de « *disrupter* » la politique. Elle avait tout de même placé Emmanuel Macron en tête du premier tour de la présidentielle juste devant François Fillon et Jean-Luc Mélenchon. Au second tour, Marine Le Pen n'avait recueilli que 13 % des suffrages face à Macron.

Aux législatives, le candidat macroniste avait été adoubé facilement. Il faut dire que la droite avait mis en face la femme du maire LR d'Asnières. Un choix réitéré cinq ans plus tard avec toujours aussi peu de succès. La candidate déçue a finalement réussi à obtenir un siège de sénatrice. « *Le maire, il considère que la politique ça se fait en famille. Et puis comme ça paye bien, pourquoi se priver* », s'amuse un passant, casquette vissée sur la tête, quand on lui demande son avis.

En 2019, aux européennes, les Asniérois avaient renouvelé leur confiance au macronisme en se portant à 33 % pour la liste LREM, Europe Écologie était arrivé en seconde position avec 16,42 % des suffrages. Les Insoumis, avec un peu moins de 5 % se retrouvaient derrière le RN (8,77 %). La percée de la gauche aux européennes de 2024 est donc un basculement inédit.

« *En 2017, Macron était intéressant. Il arrivait avec des idées neuves, modernes et de l'entrain. J'ai voté pour lui, aux législatives et aux européennes. Et puis qu'est-ce qu'il a fait ? Des cadeaux aux riches. En quoi ça me concerne ?* », raconte Élisabeth. Sur les panneaux d'affichages politiques, le candidat LR soutenu par les formations politiques de l'actuelle majorité, est déjà un peu partout.

Une union sous le signe de « *l'arc républicain contre les extrêmes* » qui risque fort de relancer la bataille des logos chez Les Républicains, son président Éric Ciotti, ayant passé officiellement un accord avec le RN sans que le parti le suive...

Le prétendant à la députation, ainsi que sa suppléante, entretiennent, eux, un lien très fort avec l'édile de la ville. Les deux étant ses adjoints au conseil municipal. Pas sûr que cette proximité ne leur porte vraiment chance.

« DÉJÀ, FAUT QUE LA GAUCHE PASSE »

En face, la candidate du « Nouveau Front Populaire » et députée Nupes sortante est elle aussi un peu partout. Éluë à la faveur d'une triangulaire, l'écologiste Francesca Pasquini avait remporté l'élection d'un cheveu. Sera-t-elle portée à la faveur de cette inattendue union des gauches ? « *Honnêtement monsieur, à part la gauche qui parle de nous ? Personne. Donc oui on va voter pour eux* », explique, un jeune homme, la vingtaine, assis avec ses potes sur un banc.

Ils profitent des quelques rayons de soleil qui arrivent à percer un ciel lourd et nuageux. La chaleur, moite, annonce un prochain orage. Ses amis acquiescent, sans trop savoir s'ils feront véritablement le déplacement jusqu'au bureau de vote le 30 juin prochain. La politique n'est pas vraiment au cœur de leur discussion quotidienne.

On hasarde une question sur le profil du Premier ministre en cas de victoire de la gauche : Raphaël Glucksmann, Clémentine Autain, François Ruffin... Laurent Berger même ? Aucun des noms égrenés ne provoque vraiment de réaction. Manque d'enthousiasme ou simple défaut de notoriété ? « *On verra monsieur, déjà faut que la gauche passe* », conclut le plus bavard du groupe.

Il y a tout de même un nom qui fait réagir. Celui de Jean-Luc Mélenchon. Élisabeth, qui ne nous promettait que quelques secondes d'entretien, et qui ne semble plus vouloir s'arrêter, ne peut pas « *le voir en couleur. Non moi celui que j'aime bien c'est Glucksmann* ».

Karim, la trentaine, qui n'a pas beaucoup de temps à nous consacrer et dit ne « *pas être à fond dans la politique* » aime bien Jean-Luc Mélenchon pour sa part. « *Après, à part faire du bruit, je ne sais pas ce qu'il a vraiment fait. Faudrait peut-être qu'il passe la main. Mais bon, avec l'union de la gauche, on a au moins un peu d'espoir que ça bouge* », nous dit-il avant de reprendre son chemin. En cette fin de journée, la pluie qui menaçait n'est finalement pas tombée. Le ciel se dégage, la température remonte. Après l'orage, le soleil.



Lettre ouverte

Aux candidates et aux candidats à la députation dans le département de la Drôme.

Madame, Monsieur

La séparation des Églises et de l'État instaurée par la loi de 1905 est l'objet d'un consensus apparent entre tous ceux qui se réclament de la laïcité. Cependant, les conséquences concrètes qui doivent découler de ce principe varient selon les groupes d'opinion.

Les gouvernements successifs, qui depuis l'adoption de cette loi de séparation sont en charge de faire respecter la laïcité républicaine, se sont souvent éloignés de l'esprit qui la fondait ce qui les a conduits à mettre en place des dispositions législatives ou réglementaires peu conformes avec les principes qui lui donnent sens et sa portée.

Ainsi, l'actuel ministre de l'intérieur, chargé des cultes, affirmant que « *la laïcité n'est pas l'ignorance des religions mais l'organisation de leur coexistence* » semble ignorer que la République ne reconnaissant aucun culte n'a évidemment aucune compétence pour organiser leur coexistence. Il a affirmé : « *la séparation des Églises et de l'État oblige à des échanges et relations...pour organiser la formation des imams* » ignorant que la République reconnaît le droit des religions de s'organiser librement dès lors qu'elles ne troublent pas l'ordre public et que l'État n'a donc aucune vocation à intervenir dans cette organisation. Il a même ajouté : « Nous sommes les citoyens d'un pays...où Dieu est heureux de vivre », ignorant que la République assure la liberté de conscience de tous ses citoyens – y compris évidemment les athées, les agnostiques et les indifférents.

Vous êtes candidat pour exercer d'importantes responsabilités électives et pour participer à l'organisation de la vie collective de notre Nation. Votre position sur les difficiles problèmes soulevés aujourd'hui par l'interprétation de ce que peut être la laïcité doit être connue de nos concitoyens.

Nous vous remercions des réponses que vous voudrez bien apporter aux questions suivantes

1° - Gestionnaire d'une République laïque par sa Constitution quelle définition donnerez-vous de la laïcité et quelle sera la boussole de votre action en matière de défense de ce principe ? Seriez-vous prêt à soutenir la constitutionnalisation des principes de la loi du 9 décembre 1905 tels que définis dans les articles 1er et 2 ?

2°- La séparation des Églises et de l'État exige une stricte neutralité de l'État en matière religieuse et sa non intervention dans l'organisation des cultes. Or, tous les gouvernements ont tenté d'intervenir dans l'organisation du culte musulman dans une perspective concordataire. Quelle serait votre attitude en la matière ?

Proposeriez-vous la fin du Concordat et des régimes spéciaux des cultes en vigueur en Alsace-Moselle, ainsi que de tous les statuts dérogatoires à la laïcité subsistant sur le territoire de la République ?

3° - « La République ne reconnaît et ne subventionne aucun culte » mais elle subventionne largement l'école privée catholique sous contrat alors que celle-ci affirme clairement un projet prosélyte. (L'Église catholique est engagée dans le service de l'éducation... elle travaille à faire connaître la Bonne Nouvelle du salut... Chaque projet (d'école) se nourrit des orientations de l'Église... L'évangile est la référence constante des projets éducatifs car c'est le christ qui est le fondement de l'école catholique ; Articles 8, 22 et 23 du statut de l'enseignement

catholique adopté par l'assemblée des évêques de France en 2013). Quelle serait votre attitude s'agissant des rapports de l'État avec l'enseignement privé sous et hors contrat ?

4° Attachés aux principes de la République, nous défendons une vision laïque et universaliste de la société. Comment vous positionnez-vous par rapport aux propositions suivantes ? Seriez-vous prêts à les mettre en œuvre ?

- L'obligation de neutralité pour les étudiants en situation de cours ou de recherche collective à l'Université et dans les grandes écoles (Article L141-6 du code de l'éducation)

- L'obligation de neutralité aux bénévoles participant à l'exécution d'un service public, dans le cadre d'un statut d'auxiliaires de L'Education Nationale, notamment aux accompagnants des sorties scolaires et d'activités périscolaires.

- Le vote d'une loi sur la fin de vie autorisant le suicide assisté ou l'euthanasie, afin que chacun puisse choisir librement et dignement sa fin de vie conformément au principe de liberté de conscience.

5° Quelles mesures proposerez-vous de mettre en œuvre pour que la stricte égalité des femmes et des hommes puisse se matérialiser et pour renforcer la législation européenne - en matière de droits des femmes à la santé et à la reproduction, et en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants ?

Vos réponses ou non réponses seront relayées par nos soins aux médias du département de la Drôme

Convaincus de l'attention que vous porterez à nos interrogations, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos sincères salutations.

Réponse à adresser à : laiciterepubliqueevenements@gmail.com en rappelant vos nom, prénom, circonscription et parti politique.

Valence le lundi 24 juin 2024

Les associations signataires
Observatoire de la laïcité 26/07 - Comité laïcité République Drôme-Ardèche
Fédération des Œuvres laïques de la Drôme – Union des Familles laïques (26)
Union départementale des Délégués de l'éducation nationale

Avoir à cœur le sort des autres

Irène Frachon – Médecin-Pneumologue

L'Humanité – 26 juin 2024

Je travaille comme pneumologue à l'hôpital de Carhaix, dans le Finistère, depuis plus de quinze ans et je suis aussi lanceuse d'alerte dans l'affaire du Mediator. Médecin de terrain, je soigne chaque semaine des patients ayant pour noms Troadec, Le Fur, Guyomar. Rarement un nom évoquant une origine étrangère, quelques noms anglais, et exceptionnellement un nom évoquant une origine d'un autre continent - Afrique, Asie.

Pourtant, plus de 30 % des électeurs de Carhaix ont voté aux élections européennes pour le Rassemblement national, dont la xénophobie est notoire.

Pourquoi mon pays risque-t-il de basculer vers le seul parti politique « extrême » qu'il faut redouter, celui du Rassemblement national (RN) et ses comparses? La région, excentrée par rapport aux grandes agglomérations, est devenue au fil des ans un « désert médical », chaque départ à la retraite d'un professionnel de santé est du vécu comme une catastrophe, aux conséquences immédiatement concrètes pour les patients: plus de suivi, plus de prévention, plus de médicaments... Les urgences sont « régulées », c'est-à-dire gérées par le 15 avec, au bout des démarches, une forte probabilité de se retrouver installé des heures durant loin de chez soi, sur un mauvais brancard, au milieu de professionnels débordés et épuisés. La maternité, les blocs opératoires tiennent vaillamment au prix d'immenses difficultés.

Les habitants vivent douloureusement les fléaux qui sont communs à « ceux qui ne sont rien ». Côté santé, ce sont les ravages du tabac et de l'alcool, les ravages de la précarité des emplois et les conséquences de leur pénibilité, l'impact des conditions de logements insalubres. Les gouvernements successifs, sous l'ère d'Emmanuel Macron, ont démontré leur incapacité à résoudre ces graves difficultés et manifesté une méconnaissance, voire du mépris à l'égard des concitoyens les plus affectés. Il est alors tentant d'écouter ce qu'insinuent les cadres du RN. Un rassemblement de rancœurs, de colères qui cible de façon hostile mais irrationnelle le bouc émissaire, « l'étranger ».

Face à l'effondrement de notre système de santé, le RN inscrit comme mesure d'urgence sanitaire... l'abolition de l'aide médicale proposée aux étrangers en situation irrégulière résidents en France (AME), une mesure qui n'aura aucun impact positif sur la situation du réseau de soins français, bien au contraire. Pour le reste, le programme RN ne propose aucune réforme crédible susceptible d'améliorer l'offre de soins.

Je suis certaine que le RN au pouvoir serait incapable d'améliorer notre santé, hormis de prôner l'exclusion des plus vulnérables. J'ai également la conviction que les femmes et les hommes engagés dans le collectif du Nouveau Front populaire ont sincèrement à cœur le sort de mes concitoyens, ceux qui travaillent dur mais doutent, ceux qui se désespèrent, et qu'ils ont les compétences nécessaires en humanité, pour garantir un accès aux soins plus juste et plus efficace.

La gauche, la droite et la lutte des classes

Robert Guédiguian – l'Humanité – 26 juin 2024

On entend tout et son contraire. Information en continu plus réseaux sociaux : la parole de l'un vient remplacer la parole de l'autre.

Les vérités et les mensonges s'enchaînent... dans un rythme effréné qui nous empêche de les distinguer. Je vais essayer de dire clairement ce que je crois et ce que je pense...

Au moment où un choix aussi important s'impose, la nuance n'est pas la bienvenue. L'engagement implique de négliger ici l'étude de la complexité. C'est comme ça.

La classe ouvrière organisée a proclamé, en 1848, que le moteur de l'histoire est la lutte des classes. C'est toujours vrai. Pour le dire de manière plus générale, les intérêts des riches et des pauvres sont antagonistes...

Depuis toujours, la gauche est favorable aux plus pauvres et la droite aux plus riches... c'est même ce qui définit la droite et la gauche.

Voilà pourquoi la gauche radicale et réformiste propose une propriété plus collective de la richesse et une plus grande distribution de ses produits que la droite extrême ou pas...

Le centre n'a, quant à lui, jamais existé. Il a toujours été du côté droit.

Dans le programme du Nouveau Front Populaire, existe une réforme fiscale qui augmentera les impôts sur le revenu, les dividendes, l'héritage. Il ne faut pas le cacher. Il faut crier aussi qu'une majorité écrasante de Français ne sera pas touchée. Ce que la droite extrême ou pas appelle « un choc fiscal » n'est en réalité qu'une augmentation indolore, insignifiante pour ceux qui sont concernés et apportera par contre une amélioration pour les plus pauvres...

Ces nouvelles recettes paieront les augmentations de dépenses sociales indispensables à la vie ensemble, en société... pour éviter la guerre sociale. Voilà ce que je voulais vous dire.

Avec Brecht, la bouffe d'abord, la morale ensuite... et avec Tchekhov, soyons justes, le reste viendra de surcroît. Et voilà pourquoi je voterai pour le Nouveau Front Populaire car, comme la gauche sous toutes ses formes historiques l'a fait ; il cherche à établir une plus grande justice sociale.

Si « Charlie Hebdo » n'en parle pas, qui le fera ?

Riss – Charlie Hebdo – 26 juin 2024

Dans quel état la France, la gauche et la droite sortiront-elles de cette crise politique inédite ? C'est la quatrième fois qu'on vous fait le coup du « front républicain » contre l'extrême droite. La première, c'était en 2002, quand Jean-Marie Le Pen était arrivé derrière Jacques Chirac. Au second tour, la gauche se résigna à voter Chirac. La même situation se répéta en 2017 et en 2022 entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Combien de fois ce piège va-t-il être utilisé pour vous forcer à voter pour un candidat dont vous ne voulez pas ?

Contrairement aux précédents cas de figure, cette fois, vous ne votez pas pour un président, mais pour des députés. Ce n'est donc pas entre deux postulants que vous devrez choisir mais entre 4 011 candidats répartis sur tout le territoire, dans 577 circonscriptions. Rien à voir avec 2002, 2017 et 2022. Le « front républicain » n'a donc pas lieu d'être ! Au premier tour, on est libre de voter pour qui on veut. C'est seulement au second tour que cette question se posera peut-être.

Pour le moment, la gauche se présente unie sous la bannière Nouveau Front populaire (NFP). Que vaut cette coalition de circonstance, actuellement en deuxième position dans les sondages, derrière le RN ? On entend déjà des protestations contre ce qui ressemble à un hold-up politique, où, pour faire barrage à l'extrême droite, on met les électeurs de gauche en demeure de voter aveuglément pour les candidats présentés sous le label Nouveau Front populaire, dont on sait qu'il est cornaqué par les dirigeants de La France insoumise. Voter pour ce mouvement, est-ce voter pour la gauche ou pour La France insoumise ? Car La France insoumise ne représente qu'une partie de la gauche en France. Et elle a de plus en plus de mal à cacher ses divisions. Mais gare à celui qui ose le dire, il risque d'être écarté comme certaines figures historiques de ce parti ou, pire, d'être accusé de faire le jeu du RN et des fascistes.

Charlie Hebdo a toujours emmerdé le Front national et continuera de le faire.

Mais *Charlie Hebdo* emmerde aussi une gauche autoritariste qui voudrait nous torde la main pour nous forcer à glisser dans l'urne le bulletin de vote en sa faveur. Votre liberté n'est pas à vendre, et dans l'isolement, vous agirez comme bon vous semblera, n'obéissant qu'à votre conscience.

Ce qui se jouera dimanche, c'est 577 élections différentes. Il est absurde de suivre uniformément sur tout le territoire les consignes de vote d'un parti, quel qu'il soit, puisque aucune ne peut prendre en compte la diversité des situations de chaque circonscription.

Obligation morale

Ce sera donc à vous, électeurs, de juger seuls, pas uniquement les programmes (dont on sait qu'ils ne sont jamais respectés), mais aussi la personnalité des candidats, leur parcours, leurs décisions et leurs déclarations passées. Ont-ils soutenu, après le 7 janvier 2015, *Charlie Hebdo* pour avoir publié les caricatures du Prophète ? Ont-ils donné raison à Samuel Paty d'avoir voulu discuter avec ses élèves des caricatures du Prophète ? Ont-ils voté des lois qui ont renforcé la laïcité à l'école. Ont-ils défendu le droit au blasphème ? Sont-ils partisans de l'universalisme

ou du communautarisme ? Ont-ils déclaré que le combat des femmes iraniennes contre le port du voile était légitime ? Ont-ils participé aux manifestations contre l'antisémitisme après les pogroms du 7 octobre 2023 ?

Les candidats qui se sont tenus à distance de ces combats ne sont pas fiables et ne méritent pas votre suffrage.

Car contrairement à ce qu'on vous fait croire depuis plusieurs jours, les revendications de la gauche ne se résument pas aux questions économiques. À chaque fois, c'est la même manipulation : on ne nous parle que de pouvoir d'achat et de hausse des prix, dans le but de faire diversion et de passer sous silence d'autres problèmes beaucoup plus sensibles, comme, par exemple, l'intolérance religieuse. « *La laïcité ne remplit pas le frigo* », entend-on à gauche. Mais le mariage pour tous non plus ne remplit pas le frigo, les droits des LGBT non plus ne remplissent pas le frigo et la lutte contre les violences faites aux femmes non plus ne remplit pas le frigo. Comme par hasard, c'est toujours à la laïcité qu'on fait ce procès absolument malhonnête. Si, dans votre circonscription, le candidat de gauche tient ce genre de raisonnement, ne votez pas pour lui. C'est une planche pourrie.

Dans cette campagne, les candidats ne se bousculent pas pour défendre la laïcité. Surtout à gauche. Si *Charlie Hebdo* n'en parle pas, qui le fera ? L'histoire de Charlie nous l'impose, et on ne pourrait plus se regarder dans une glace si on se taisait. C'est pour nous une obligation morale. Il est d'ailleurs très dérangeant d'entendre autour de soi des gens autoproclamés de gauche exiger de nous que l'on vote aveuglément pour eux, au nom du prétendu « front républicain », et donc de nous taire sur la laïcité. Nous ne le ferons pas, car nous ne sommes inféodés à personne et nous défendrons toujours notre indépendance sur tous les sujets et en toutes circonstances.

Faites votre choix

Pourquoi insister sur cette question cruciale, mais que tout le monde évite ? Parce que, en politique, il faut distinguer entre ce qui est structurel et ce qui est conjoncturel. Augmenter le smic ou diminuer les impôts, ce n'est pas structurel, et un gouvernement peut redéfinir sa politique en fonction des circonstances. Le budget et les lois de finances sont discutés et votés chaque année, et peuvent être adaptés aux impératifs économiques et sociaux du moment. On voit ça tout le temps. Par contre, les règles de la laïcité, elles, touchent aux fondements mêmes de la démocratie. Elles ne sont pas négociables, et faisaient consensus depuis 1945. La gauche se veut l'héritière du Conseil national de la Résistance (CNR), où siégeaient des personnalités issues des différentes familles politiques.

Certains candidats qui défendent ces valeurs sont peut-être de droite ou centristes. Et alors ? François Bayrou et Nicolas Sarkozy avaient bien témoigné en faveur de *Charlie Hebdo* lors du procès des caricatures, en 2006. Les heures tragiques de l'histoire de France imposent parfois de mettre de côté les divergences pour défendre les valeurs communes à tous, qui structurent durablement nos vies et notre pays. Nous vivons ces heures difficiles. Dans ces moments-là, pour le salut de notre démocratie, il n'y a pas de honte à se retrouver aux côtés de femmes et d'hommes qui ne pensent pas toujours comme vous sur d'autres sujets plus conjoncturels.

À gauche aussi, dans ce gloubi-boulga indigeste qu'est ce Nouveau Front populaire, il y a certainement des femmes et des hommes politiques respectables, qui n'ont jamais transigé avec les valeurs que nous venons d'évoquer. Ils méritent votre voix. À vous de les identifier et de bien les juger.

Au premier tour, le choix sera plus large, donc plus facile. Mais au second tour, si le Rassemblement national se maintient et que le candidat de gauche qu'on lui oppose ne vous inspire pas confiance ? La lutte contre le Rassemblement national ne nous oblige-t-elle pas à voter quand même pour des candidats qui sentent le gaz, ce qui malheureusement ne manque pas à gauche ? Pas du tout ! Vous avez parfaitement le droit de refuser de voter pour un candidat labellisé « de gauche » dont les idées sur les questions de laïcité seraient contraires aux vôtres. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas vous qui êtes à l'origine de cette situation. Parce que les seuls responsables de cette impasse sont les membres de ce Nouveau Front populaire qui ont validé les candidatures de personnages aux prises de position scandaleuses, aux déclarations hostiles aux valeurs pour lesquelles se bat *Charlie* depuis toujours.

Il y a des candidats désignés par ce Nouveau Front populaire qui nous font honte, qui font honte à la gauche, par leur cynisme, par leur malhonnêteté intellectuelle, par leurs trahisons incessantes à l'égard des valeurs républicaines. Ils ne représentent rien de ce que vous êtes, alors ne votez pas pour eux. Ils ne vous méritent pas. Ce n'est pas à vous de rattraper les erreurs de la direction du NFP, en vous forçant à voter pour des usurpateurs qui osent prétendre représenter et diriger la gauche ! Ne souillez pas votre carte d'électeur en votant pour des candidats sans foi ni loi, abusivement qualifiés « de gauche ». À la place, votez blanc ou nul. Vous en avez le droit. Dans l'isolement, vous êtes souverain et n'obéissez qu'à votre conscience. Parce que vous êtes libre, à la fin, c'est vous qui déciderez. L'enjeu de cette élection est double : s'opposer au Rassemblement national, mais aussi débarrasser la gauche de ceux qui la prennent en otage depuis des années.

Les forces démocratiques doivent s'entendre pour empêcher que le RN n'obtienne une majorité

Le Monde – 25 juin 2024

Plus de 220 personnalités politiques et de la société civile, parmi lesquelles Raphaël Glucksmann, Agnès Pannier-Runacher et Marine Tondelier, demandent, dans une tribune au « Monde », qu'un accord de désistement soit passé avant le 30 juin pour faire barrage au RN, le 7 juillet.

Social, fiscalité, énergie, sécurité, justice, éducation... Nous avons défendu, nous défendons et nous défendrons demain des politiques opposées dans de nombreux domaines. Certains et certaines d'entre nous ont soutenu Emmanuel Macron depuis 2017, tandis que d'autres l'ont combattu depuis le premier jour. Face à l'échéance du 7 juillet, il nous paraît néanmoins indispensable de contribuer ensemble à éviter la catastrophe démocratique, économique, sociale et écologique que constituerait l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite.

Le ravalement de façade opéré ces dernières années par le Rassemblement national (RN) ne doit tromper personne en effet : l'extrême droite reste ce qu'elle a toujours été, une ennemie décidée de la démocratie et un propagateur de haine. Sa victoire impliquerait la fragilisation du soutien à l'Ukraine, l'arrêt de la transition écologique, l'étouffement des libertés publiques, l'institutionnalisation du racisme et de la xénophobie, la paralysie de la construction européenne, la remise en cause des droits des femmes et le déclenchement d'une crise économique et financière majeure...

Surmonter les rancœurs

On entend souvent dire que, confrontée à l'exercice du pouvoir, l'extrême droite ferait la preuve de son incapacité à gérer le pays et qu'ainsi elle s'affaiblirait d'elle-même. Elle rencontrerait à coup sûr de grandes difficultés au vu de son programme démagogique, mais nous mettons en garde contre cette dangereuse illusion. Comme de nombreux exemples l'ont montré, dans le passé mais aussi aujourd'hui en Hongrie avec Viktor Orbán ou encore en Russie avec Vladimir Poutine, l'extrême droite excelle à changer les règles du jeu, à éliminer les contre-pouvoirs et à anesthésier le débat public. On sait quand elle arrive au pouvoir, mais on ne sait jamais quand et comment elle le quittera.

Malgré les profondes divergences qui existent entre les forces démocratiques, il nous paraît donc indispensable qu'elles s'entendent pour empêcher que le Rassemblement national n'obtienne une majorité à l'Assemblée nationale le 7 juillet. Cela implique d'éviter les triangulaires au second tour en retirant le candidat ou la candidate moins bien placés et de soutenir partout activement le candidat ou la candidate des forces démocratiques restant face au Rassemblement national. Pour accélérer la mobilisation citoyenne face au RN, ce choix devrait être affiché clairement dès maintenant, sans attendre le 30 juin, par les responsables de toutes les forces démocratiques, qu'elles appartiennent au Nouveau Front populaire, à la majorité sortante ou à la droite républicaine.

Nous mesurons combien ce choix est difficile compte tenu de l'importance des divergences qui ont opposé les uns et les autres au cours des dernières années et des fortes tensions ayant existé au sein de la société française. Mais, dans les circonstances présentes, il est indispensable de surmonter ces rancœurs et de faire preuve de responsabilité pour préserver la démocratie et la République.

Premiers signataires : Isabelle Autissier, navigatrice ; Jean-Marc Ayrault, ancien premier ministre (PS) ; Clément Beaune, ancien ministre (Renaissance) ; Laurent Berger, ex-secrétaire général de la CFDT ; Bruno Bernard, président (Ecologistes) de Lyon Métropole, Cyrielle Chatelain, députée, présidente du groupe écologiste ; Daniel Cohn-Bendit, ancien député européen (Verts) ; Michael Delafosse, maire (PS) de Montpellier ; Carole Delga, présidente (PS) de la région Occitanie ; Cécile Duflot, ancienne ministre (Verts) ; Olivier Faure, premier secrétaire du PS ; Raphaël Glucksmann, député européen (Place publique) ; Bernard Guetta, député européen (Renew) ; Pierre Hurmic, maire (Ecologistes) de Bordeaux ; Anne Hidalgo, maire (PS) de Paris ; Yannick Jadot, sénateur (Ecologistes) de Paris ; Mathieu Klein, maire (PS) de Nancy ; Philippe Martinez, ancien secrétaire général de la CGT ; Nicolas Meyer-Rossignol, maire (PS) de Rouen ; Pierre Ouzoulias, vice-président (PC) du Sénat ; Agnès Pannier-Runacher, ministre (Renaissance) ; Benoît Payan, maire (PS) de Marseille ; Barbara Pompili, ancienne ministre, présidente d'En commun ! ; Chloé Ridel, députée européenne (PS) ; Aurélien Rousseau, ancien ministre (Place publique) ; Dominique Sopo, président de SOS Racisme ; Benjamin Stora, historien ; Irène Théry, sociologue ; Marine Tondelier, secrétaire nationale des Ecologistes ; Stéphane Travert, ancien ministre (Renaissance) ; Boris Vallaud, député, président du groupe socialiste ; Dominique Voynet, ancienne ministre (Ecologistes).

Le billet de Sophie Aram

France Inter - Lundi 24 juin 2024

Voilà depuis le temps que ça couvait, le changement c'est peut-être maintenant...

Mais attention, pas le changement droite-dure versus gauche-molle, non LE Changement que le Front puis le Rassemblement national nous décrit depuis tant d'années comme le vrai, le seul, celui de la politique autrement, celui qui nous débarrassera "des merdias mainstream et des élites à la solde du grand capital", nous quoi.

Celui qui nous protégera du complot ourdi par la secte des bien-pensants contre le peuple-des-vraies-gens-qui-souffrent.

Et bah voilà depuis le temps qu'ils en parlent, le changement c'est probablement dans 6 dodos.

Plus que six dodos avant de pouvoir élire Pierre Gentillet, candidat RN dans le Cher qui, quand il n'organise pas des conférences pro-russes en la présence du chef du bureau du renseignement militaire russe, se met à rêver d'un Poutine français capable de mettre les Femem je cite "dans une geôle sous camisole".

Plus que six dodos avant de laisser entrer la très fringante Agnès Pageard, candidate RN, qui en plus des tweets aux relents antisémites, Antivax décomplexée, Qanon, persuadée d'un complot du réseau mondial pédosatanique qui voudrait qu'on arrête de la bassiner, je cite, "avec Momo qui ne veut pas livrer de kebab casher. Alors que nos élites sodomisent leurs propres enfants"... mais puisqu'elle vous le dit ?

Une adoratrice de Poutine qui écrit je cite que : "Poutine dit tout et qu'un président comme ça, cela fait rêver.

Plus que six dodos pour retrouver l'inénarrable Jacques Myard, un candidat Ciotto-RNiste qui s'opposait déjà au Pacs pour ne pas, je cite "Légaliser le SIDA" mais également proche de Mariani, participant à la visite chez Al Assad en 2015 et en Crimée occupée en 2016.

Plus que six dodos pour retrouver Patrick Le Fur, candidat RN persuadé que 11 ministres de Macron font partie d'un club ultra-secret pédophile et qui reprend à son compte la propagande russe diffusée par la chaîne RT en déclarant que je cite, "les Russes se démènent pour aider les Syriens".

Plus que six dodos pour découvrir l'intrépide Françoise Billaud, candidate RN qui encore le 8 mai dernier, fêtait la victoire des alliés en saluant la mémoire du prêtre collaborationniste Jean-Marie Perrot. Si ça se trouve les collaborationnistes aussi, y en a des biens !

6 dodos pour élire une Stéphanie Alarcon (ou cône), candidate RN, qui relaye judicieusement l'idée que l'Ukraine aurait déclenché la guerre et alimenterait le marché de la vente d'organes, ben pour financer sa guerre justement.

À moins que comme l'affirme cette publication partagée par Sophie Dumont, autre candidate RN, l'Ukraine serait "le plus grand fournisseur d'enfants pour les réseaux pédophiles". On sait pas ?

Alors voilà force est de reconnaître qu'il y a pas mal de nouveau, mais rien de ce qui est nouveau n'est inédit au Rassemblement national, comme cette décision de la Cour de Cassation confirmant que Marine Le Pen et son parti, viennent de voir confirmer leur condamnation pour "recel d'abus de biens sociaux" ainsi que l'arrêt de la Cour d'appel de Paris de mars 2023 qualifiant "Les prêts accordés par le micro parti de Marine Le Pen de fictifs et constituant une manœuvre frauduleuse".

Plus que six dodos pour faire entrer toute cette belle énergie à l'assemblée où elle pourra se mêler à la fanfare du bordel ambiant de la France Insoumise, à moins... à moins de choisir des candidats disons, "raisonnables" en espérant qu'ils s'entendront le moment venu pour éviter de confier le pouvoir à tous ces dangereux guignols.

La gauche ? Mélenchon les a dévorés et ils ne le voient même pas

Richard Malka – L'Express – 23 juin 2024

Le célèbre avocat, ardent défenseur de l'universalisme républicain et de la laïcité, s'exprime en exclusivité dans L'Express sur la dissolution, le Nouveau Front populaire et l'hypothèse du RN au pouvoir.

Nul effet de manche en ce jeudi après-midi pluvieux. L'avocat qui nous reçoit est un citoyen effaré. "Emmanuel Macron nous a plongés dans une dépression collective par une décision qui paraît folle, et en réponse, la gauche a été minable.", tonne Richard Malka. Il ne décolère pas de ce Nouveau Front populaire justifié, à gauche, par l'urgence de faire barrage : un "barrage factice, superficiel, carriériste pour certains", dit-il. "On ne fait pas barrage en trahissant ses principes et sa conscience. On ne fait pas barrage en s'associant à un parti qui a réhabilité l'antisémitisme. (...) Cela ne fera que discréditer davantage la gauche, et donc préparer la victoire du RN", déplore-t-il, en prévenant que "si le Rassemblement national prenait les commandes, ce serait destructeur pour ce pays, son essence et son image." "Il y a dans la démocratie un germe pouvant produire la fin de la démocratie, prévient-il. Il faut s'interroger sur les raisons de ce désir d'autoritarisme, sinon on ne résoudra rien. Et pour commencer, il faut nommer les choses."

L'Express : En tant que citoyen, dans quel état l'annonce de la dissolution – et de la campagne pour les législatives qui en découlaient – vous a-t-elle plongé ?

Richard Malka : Comme beaucoup de Français : effaré et effrayé. Le président, censé être le gardien de la raison, semble l'avoir perdue. Provoquer le chaos n'est jamais une bonne idée. Ceci dit, ce n'est que le dernier acte d'un mouvement de décomposition à l'œuvre depuis des décennies. C'est une accélération inattendue mais nous serions probablement arrivés à cette situation à un moment ou à un autre. Je m'accroche à un espoir de sursaut. Mais pour cela, il faudrait une refondation complète des logiciens politiques de gauche et de droite.

Se référer au Front populaire pour les uns, au gaullisme pour les autres, démontre à quel point ils sont dans des postures, une absence de pensée remplacée par des slogans et des étiquettes qui ont presque un siècle.

Qui fait l'effort de penser le monde d'aujourd'hui, un pacte social universaliste et laïque adapté à la modernité ? Une université où l'on transmettrait du savoir plutôt que de l'idéologie ? Une école publique qui tracerait à nouveau des voies pour l'excellence et préparerait à la citoyenneté ? Une République avec une ambition méritocratique et libertaire pour le monde ? Les partis politiques invoquent avec paresse leur mythologie respective pour ne pas avoir à se confronter au présent et à imaginer l'avenir.

Comment avez-vous accueilli la constitution d'une union à gauche allant de François Hollande à Jean-Luc Mélenchon, en passant par Raphaël Glucksmann, Carole Delga, David Guiraud, Philippe Poutou ou Rima Hassan ?

Évidemment, cela n'a aucun sens. Et d'abord, politiquement - d'ailleurs, nous savons tous, et eux les premiers, que cette union durera le temps des élections et se disloquera immédiatement après, car ils ne peuvent pas se voir. C'est donc d'un cynisme absolu. Ensuite, sur le plan moral, c'est un naufrage et c'est le principal problème : ce qui fait naufrage ne peut, par définition, pas constituer un barrage.

Justement, l'argument principal des partisans du Nouveau Front populaire est que ce dernier constituerait la seule chance de faire barrage à l'arrivée au pouvoir du RN... Qu'en pensez-vous ?

On ne fait pas barrage en trahissant ses principes et sa conscience. On ne fait pas barrage en s'associant à un parti qui a réhabilité l'antisémitisme - ce que le Front national n'était jamais parvenu à faire. On ne fait pas barrage en s'associant avec des gens qui traitent les autres – à commencer par Raphaël Glucksmann – de "sales sionistes". On ne fait pas barrage en s'associant avec des gens dégoûtants qui relativisent le viol d'une gamine de douze ans. Macron nous a plongés dans une dépression collective par une décision qui paraît folle, et en réponse la gauche a été minable. Quand on se dit de gauche, la fin ne peut justifier les moyens. L'alliance littéralement monstrueuse dans laquelle elle s'est perdue ne peut pas être la bonne manière de faire barrage. Cela ne fera que la discréditer davantage et donc préparer la victoire du RN. On ne gagne jamais rien à se trahir et à cultiver l'incohérence. Ça ne marche pas. Finalement, on aurait Charybde et Scylla. La peste et le choléra, LFI et le RN. Ces deux-là s'alimentent réciproquement, comme toujours avec les extrêmes.

Depuis des décennies, j'entends la gauche répéter à destination de la droite qu'"il vaut mieux perdre une élection que de perdre son âme". Je comprends aujourd'hui que ce n'était qu'un slogan pour garder le pouvoir. Car la gauche de gouvernement vient de s'associer à des gens infréquentables qui, au-delà même de la question de l'antisémitisme, ont passé des années à aller de violences en provocations à l'Assemblée nationale, à rechercher du buzz, à polariser, à fracturer, à antagoniser, à ne rien respecter, à faire peur et ainsi à banaliser le RN. Et ce sont avec ces personnes qu'il faudrait faire barrage... Ça n'a aucun sens.

Beaucoup, à La France insoumise, se récrient à grands bruits dès que l'on soulève la question de leurs clins d'œil appuyés à l'antisémitisme... Certains disent, même, que l'antisémitisme est instrumentalisé pour les disqualifier.

Il faut avoir sacrément envie de rester aveugle. Il n'y a pas eu un dérapage, il y en a eu 150 ! Il y a historiquement un antisémitisme de gauche et il a ressurgi avec violence. LFI a chauffé à blanc une partie de la population à coups de tweets, de slogans, d'amalgames. Ils ont accompli l'exploit de rendre l'antisémitisme sexy dans une partie de la jeunesse. Les agressions antisémites sont en augmentation de 1 000 % mais ce serait une malheureuse coïncidence et ils n'y seraient pour rien. D'ailleurs cette augmentation serait "résiduelle". Mieux, leurs avocats nous expliquent maintenant dans des tribunes que c'est un antisémitisme sans gravité car ce n'est pas celui de l'extrême droite. La boucle est bouclée. Il y aurait donc un antisémitisme acceptable, voire raisonnable : on sort du tabou, l'impensable ne l'est plus. Et il leur fallait bien en arriver à cet impensable car leurs préjugés contre les juifs sont désormais trop évidents... et il faudra bientôt en arriver là aussi pour le PS, le PC et EELV qui devront justifier l'alliance conclue. C'est la logique des choses. Ces partis ont mis le doigt dans un engrenage funeste.

Certains arguent, enfin, que le Front populaire serait justement l'occasion de marginaliser le pire de LFI grâce à une dynamique qui serait en faveur des raisonnables...

Mélenchon les a déjà dévorés et ils ne le voient pas. Il a dévoré toute la gauche en la salissant. Quand on commence à faire des compromissions, on n'en finit jamais. Quand LFI aura détruit la laïcité, imposé le communautarisme, fait les yeux doux à tous les dictateurs du monde – Poutine, Xi, et les autres –, ceux qui ont cru "faire le bon choix" seront obligés d'aller toujours plus loin dans leurs renoncements et ne seront plus crédibles.

Il y a une autre manière de faire barrage ; il y a d'autres partis entre LFI et consorts et le RN. Entre ces deux incompétences, ces deux violences et ces deux haines. Le vote du premier tour sera déterminant pour ne pas être enfermé dans un choix entre deux enfers au second.

Il y a quelques jours, Serge Klarsfeld, grand pourchasseur de criminels nazis, a dit sur LCI qu'en cas de second tour entre LFI et le RN, il choisirait le RN : "entre un parti antisémite et un parti projuif, je voterai pour un parti projuif". Il n'était pas le premier. Que pensez-vous de ces prises de parole ?

Je n'ai aucune légitimité à juger du vote d'autrui mais je n'ai pas de mal à vous dire que jamais de ma vie je ne voterai pour le RN que j'ai tant combattue. C'est tellement évident. La prise de parole de Serge Klarsfeld est triste et relève d'une erreur absolue, pire, d'une faute. Ça aussi, c'est déprimant. Où que l'on pose le regard en ce moment, apparaissent trahison, haine, tristesse, violence, ou bêtise. C'est le temps du triomphe de la connerie et de ses représentants. Le temps où Hollande se retrouve associé à Poutou.

Aujourd'hui, le RN est en position d'obtenir une majorité relative si ce n'est absolue, et donc d'accéder à Matignon... Que cela vous inspire-t-il ?

C'est un parti dangereusement incompétent doublé d'une ligue de vertu. Je le vois dans beaucoup de mes dossiers judiciaires. Le RN est hostile à la culture, vu comme un milieu dégénéré. Si le Rassemblement national prenait les commandes, ce serait destructeur pour ce pays, son essence et son image. Je peux vraiment comprendre que certains puissent avoir envie de sanctionner les personnes au pouvoir depuis trente ou quarante ans, mais là, ce n'est pas eux que l'on va sanctionner, c'est nous-mêmes. On ne sait pas où cela s'arrêtera. Jusqu'à quel stade de destruction nous parviendrons.

Notre nation est l'une de celle où l'on jouit de la plus grande liberté sur la surface de la terre. On a la Sécurité sociale, une politique culturelle et sociale, l'école est gratuite, les inégalités sont bien moins grandes qu'ailleurs... Et ce peuple-là est au bord de se jeter de la falaise avec ses enfants dans les bras. Cela peut aller très vite, que ce soit avec le RN ou LFI. Mélenchon avec ses éructations n'a pas du tout l'ethos d'un démocrate. Regardez comme il exècre les journalistes ; comment il gère son mouvement en tyran. Peu m'importe de savoir si le poison qui me tuera viendra de l'extrême droite ou de l'extrême gauche. Je voudrais surtout pouvoir éviter de le prendre.

Nos institutions ne sont-elles pas assez résilientes pour résister aux conditions extrêmes ?

Il y a des garde-fous. Rien ne se fera du jour au lendemain. Mais plus profondément, je pense qu'il y a dans la démocratie un germe pouvant produire la fin de la démocratie. Il est présent partout en Occident. Regardez Trump, la Hongrie, l'Italie etc. C'est cela qui s'exprime. Il faut s'interroger sur les raisons de ce désir d'autoritarisme, sinon on ne résoudra rien. Et pour commencer, il faut nommer les choses. La déconnexion entre ceux qui nous gouvernent et les préoccupations d'une large partie de l'électorat est assez évidente.

À quoi est-elle due ?

Au fait que les politiques agissent, s'expriment et pensent en fonction de ce qu'on va dire d'eux le lendemain dans les médias.

Quelles sont ces choses qu'il faudrait nommer ?

On va retrouver mes thèmes de prédilection. Je le dis depuis des décennies. La place de la religion dans la société qui définit notre modèle de société, notre liberté d'expression, notre

débat démocratique, notre culture, notre rapport au savoir, à la laïcité, au communautarisme et à l'universalisme, à la différence. Il faut regarder en face la peur de l'immigration qui à mon sens est davantage une peur de l'immixtion d'un prosélytisme religieux dans l'espace public qu'un racisme.

A-t-on encore le droit d'en parler à gauche ou plus jamais jusqu'à la fin des temps ? J'ai été halluciné de voir qu'ils avaient inscrit dans leur programme la lutte contre "l'islamophobie". Voltaire doit se retourner dans sa tombe et Salman Rushdie s'est battu pour rien contre ce concept piège qui interdirait donc la critique d'une religion. C'est le racisme que l'on combat, pas la liberté d'expression à l'égard des croyances. Et ça vient de la gauche...

Le barrage factice, superficiel, carriériste pour certains, dont on nous parle tiendra au mieux deux ans... Ce n'est pas une alliance – au demeurant contre nature – qui fera barrage. Le score du RN ne fera que progresser inexorablement comme depuis quarante ans, tant que l'on ne s'attaquera pas aux questions de fond qui motivent ce vote. Un jour, de plus en plus proche, ils dépasseront 50 % quelles que soient les alliances en face.

À gauche, le fait de parler de ces questions peut vite être disqualifiant. Est-ce que cela ne bloque pas l'émergence de la bonne foi ?

Vous avez raison. Quand la lâcheté devient une vertu, effectivement, cela pose un problème démocratique. Nommer les choses fait peur. À chaque fois qu'on me le demande, je dois me faire violence pour y aller car je sais risquer l'opprobre.

Vous dites espérer le sursaut. D'où peut-il venir ?

Le pire n'est jamais certain. Fuyons les enragés, les "fous furieux", pour parler comme Voltaire. Ne remettons pas notre sort entre leurs mains. Échappons-nous de la mécanique du malheur. Enfin, pour dépasser ce moment tragique, il nous faudra retrouver, je crois, une transcendance commune. L'homme n'arrive pas à vivre sans quelque chose de "plus grand" que lui. La République était censée prendre la place laissée par le christianisme. Elle l'a longtemps fait, et je crois qu'une grande partie de la population est toujours viscéralement attachée à l'universalisme, à la laïcité, à cette transcendance républicaine qui nous a offert tant de libertés. C'est ce qui fait l'identité française, sa singularité. Sinon, aucun barrage ne tiendra davantage que le temps d'une rose.

Où avons-nous merdé ? adresse à l'élite

Abnousse Shalmani – L'Express – 21 juin 2024

En ces temps de naufrage politique et moral, la question de la responsabilité individuelle doit se poser : "Où ai-je déconné ?" Nous, les journalistes, les sondeurs, les universitaires, les acteurs, devons prendre notre part. Par Abnousse Shalmani.

Où avons-nous merdé ? Tu m'excuseras, cher lecteur, pour cette familiarité, mais cette question me turlupine depuis longtemps. Par "nous", j'entends l'élite. D'accord, je suis issue de l'immigration, de mes parents exilés je n'ai ni patrimoine, ni héritage, ni famille. La moindre bourrasque m'enverrait illico sous le Pont-Neuf, mais je n'ai jamais été partisane du misérabilisme vertueux, ni de me draper dans la cape d'immunité du camp du Bien. `

"Je suis pauvre, donc je suis digne d'amour, de parole, d'expertise, de gauche", ce n'est pas ma came. Mais j'ai l'honneur d'écrire chaque semaine dans L'Express, d'être éditée par des maisons aussi prestigieuses qu'historiques, d'apparaître chaque soir dans la lucarne d'une chaîne info sous la houlette d'un grand journaliste. Le tout en toute liberté. Je participe donc de l'élite, et cela m'engage éthiquement. Alors, en ces temps de naufrage et d'hystérie, en ces temps où l'on calcule très sérieusement si l'antisémitisme et l'islamisme militants sont plus graves – ou non – que la droite national-populiste incompétente, la question de la responsabilité individuelle doit se poser : où ai-je merdé ?

Ariane Mnouchkine a publié une tribune dans Libération le samedi 15 juin 2024. Autoritaire, certainement, dictatoriale, peut-être, mais c'est quelqu'un, Ariane Mnouchkine. Elle est une histoire du théâtre français et une histoire de la politique culturelle de France. Dès que les lumières s'éteignent dans son Théâtre du Soleil, la magie opère, et je sais, à chaque fois, pourquoi l'art et la beauté sauveront le monde.

Bref. Ariane Mnouchkine écrit dans sa tribune : *"Je nous pense, en partie, responsables, nous, gens de gauche, nous, gens de culture. On a lâché le peuple, on n'a pas voulu écouter les peurs, les angoisses. Quand les gens disaient ce qu'ils voyaient, on leur disait qu'ils se trompaient, qu'ils ne voyaient pas ce qu'ils voyaient. Ce n'était qu'un sentiment trompeur, leur disait-on. Puis, comme ils insistaient, on leur a dit qu'ils étaient des imbéciles, puis, comme ils insistaient de plus belle, on les a traités de salauds."*

À mon grand étonnement, sa tribune n'a pas été largement relayée, elle n'a pas été débattue. Dans l'émission politique du dimanche soir sur France 5, un extrait est diffusé en verbatim, et, étrangement, personne - une brochette d'élite tellement déconnectée et fière de ses analyses lunaires d'universitaires, d'historiens, de journalistes et de sondeurs que j'en ai eu mal au ventre toute la nuit – n'a réagi, et on est passé à autre chose.

L'enfer, c'est, définitivement, les autres. Par contre, ils se sont gargarisés de la prise de parole des sportifs et des influenceurs, en premier lieu Kylian Mbappé, qui se déclare finement "contre tous les extrêmes". Et l'historien de préciser : comme les aviateurs, qui étaient les influenceurs des années 1930, ont pris position pour le Front populaire et contre les ligues fascistes, les influenceurs font de même aujourd'hui. Ouf ! Seulement voilà : pour les électeurs du RN ou les abstentionnistes, Mbappé est avant tout un millionnaire.

Et le beauf de commenter : "On l'a jamais essayé !"

Le fossé est abyssal. Et tout cela est désolant. Désolant, parce qu'il n'aurait pas fallu grand-chose pour que ces ruptures - ne voir en ce grand sportif qu'est Mbappé qu'un millionnaire, réduire le monde à des antagonismes morbides qui ne disent rien de la réalité humaine – soient évitées et que la remise en question intelligente et douloureuse d'Ariane Mnouchkine

soit débattue avec sérénité pour éviter les mêmes erreurs. Pour écouter et entendre. Pour ne pas tomber dans le piège des populismes séparatistes.

Désolant comme le dessin de Chapatte dans le Canard enchaîné du 19 juin 2024 qui montre un bon gros beauf français, béret vissé sur le crâne, sac de courses aux pieds d'où dépassent le vin rouge et la baguette, devant un décor de village avec clocher et monument aux morts, une arme à la main pointée sur sa propre tête sur laquelle est inscrit "Rassemblement national".

Et le beauf de commenter : "On l'a jamais essayé !" ; le tout sous le titre "Chiche ?". Le "chiche" devrait nous être adressé à nous, qui avons fait si peu pour traiter les questions qui gonflent les voiles du RN depuis des années. Chiche d'enlever les œillères, chiche de regarder, sans se boucher le nez, la réalité d'une majorité de Français ?

Abnousse Shalmani, engagée contre l'obsession identitaire, est écrivain et journaliste

Le RN ponctionne les pauvres pour redistribuer aux plus riches

Elvire Guillaud et Raul Sampognaro – Alternatives économiques – 24 juin 2024

Elvire Guillaud et Raul Sampognaro ont calculé les conséquences du programme du RN sur le niveau de vie des Français. Le résultat ? Un enrichissement des 10 % les plus riches au détriment des 30 % les plus pauvres.

Elvire Guillaud est maître de conférences en économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, chercheuse au Centre d'économie de la Sorbonne.

Raul Sampognaro est économiste à Sciences Po Paris

Le Rassemblement national (RN), [en tête dans les sondages](#) pour les prochaines élections législatives, est présenté depuis plusieurs années [comme un parti normalisé](#), ayant « fait sa mue » selon certains, avec un programme économique « social » visant à soutenir le niveau de vie des classes populaires. L'analyse de la politique économique du RN montre qu'il n'en est rien.

Au contraire, le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella a pour agenda un enrichissement des 10 % les plus riches au détriment des 30 % les plus pauvres, creusant ainsi les inégalités. Si ce programme était mis en œuvre, nos calculs sont formels : le décile du haut gagnerait en moyenne 1 160 euros par an, par unité de consommation, tandis que les trois premiers déciles perdraient en moyenne 230 euros par an.

A partir du programme de la présidentielle 2022, dont le Rassemblement national avait présenté [un chiffrage macroéconomique](#) que nous ne discutons pas ici, il est possible de calculer les conséquences des mesures de politique publique envisagées, sur la distribution des niveaux de vie dans la population¹.

Certes, le parti a déjà annoncé des renoncements, comme la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité [qui n'est plus au programme](#) et l'abrogation de la récente réforme des retraites que nous n'incluons pas dans l'analyse. Mais loin d'une volte-face, [les annonces du président du Rassemblement national pour les élections législatives 2024](#) reprennent largement l'agenda des [22 mesures défendues en 2022](#).

Le RN affirmait en 2022 que les propositions de son programme coûteraient 68,3 milliards d'euros par an (soit 2,5 points de PIB) et seraient financées par des économies structurelles (55 milliards) et des effets induits (13 milliards). Il ne s'agit pas d'évaluer si ces chiffrages sont cohérents mais plutôt de mettre en lumière les choix politiques portés par ces mesures, notamment en termes d'inégalités de niveau de vie.

Un effet anti-redistributif

Le niveau de vie des ménages est affecté par les transferts publics, positivement à travers les prestations qu'ils reçoivent et négativement par les prélèvements dont ils s'acquittent.

L'exercice présenté ici consiste donc, en injectant le programme économique du RN dans [les comptes nationaux distribués](#) publiés chaque année par l'Insee, à passer du niveau macroéconomique dans lequel des milliards d'euros sont manipulés, au niveau des ménages dont le niveau de vie sera concrètement affecté par ces politiques².

Pour distribuer dans la population certaines mesures, nous avons dû avoir recours à des sources de données externes³. L'exercice est complexe, et nous avons choisi des hypothèses conservatrices lorsque certains choix ou interprétations devaient être faits (nous les précisons ci-dessous). Cela permet d'avoir, au premier ordre, une idée claire de la vision de la société portée par le RN.

Dans un premier temps, on isole l'effet des politiques socio-fiscales comme la suppression des droits sociaux des immigrés (-16 milliards), la lutte contre la fraude qui relève dans le discours du RN essentiellement de la fraude aux prestations sociales (-15 milliards), la baisse de TVA de 20 % à 5,5 % sur les produits énergétiques (+12 milliards), ou la suppression de la cotisation foncière des entreprises (CFE) (+10 milliards), de l'effet des politiques visant à transformer les services publics comme la santé, l'éducation, la police ou la défense.

Les politiques socio-fiscales prévues par le RN ont un effet anti-redistributif largement visible dans le graphique ci-dessous, qui mesure la variation attendue du revenu disponible net des ménages (après taxes et transferts monétaires).

Les déciles du bas sont négativement impactés par les économies envisagées sur les prestations sociales, que ce soit à travers l'abrogation des droits sociaux des immigrés ou la lutte contre la fraude sociale.

Le dernier décile est affecté positivement par la suppression de la taxe CFE, distribuée en fonction du montant d'actions possédées par les ménages. La baisse de TVA sur les produits énergétiques, dont l'impact distributif dépend des consommations de biens énergétiques par décile, est aussi à l'avantage des derniers déciles.

Une politique anti-sociale

Dans un second temps, on intègre l'ensemble des mesures prévues par le programme (hors réforme des retraites), notamment les économies prévues sur le fonctionnement des agences de l'Etat (-8 milliards), le « plan santé » (+2 milliards), la revalorisation des salaires des enseignants (+4 milliards), les dépenses liées à la police, à la justice ou à la défense (+4,3 milliards). Les variations de niveau de vie se mesurent alors en proportion du revenu national distribué (incluant l'ensemble des services publics).

Le résultat est sans appel : suite à l'application de l'ensemble des mesures annoncées dans le programme économique du RN, les 10 % les plus riches voient leur niveau de vie moyen augmenter de 1,5 % (5 milliards d'euros leur sont distribués par l'Etat, ce qui correspond à 1 160 euros annuels par unité de consommation) tandis que les 30 % les plus pauvres voient leur niveau de vie moyen baisser de 1 % (3 milliards d'euros sont ponctionnés sur ces ménages du bas de la distribution, ce qui correspond à 230 euros annuels par unité de consommation).

Les classes moyennes, elles, voient leur niveau de vie globalement inchangé, car les pertes subies via les mesures de redistribution monétaire sont compensées par les dépenses de santé et d'éducation dont ils bénéficient.

En se basant sur leur propre chiffrage, notre analyse montre donc que le programme du Rassemblement national consiste à ponctionner les pauvres et les immigrés pour redistribuer vers les riches. Ainsi, le discours xénophobe n'est pas là pour masquer une politique anti-sociale mais pour conforter sa mise en place.

Notes

- 1. Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC), celles-ci étant calculées selon une échelle d'équivalence pour prendre en compte les économies d'échelle (on attribue généralement 1 UC au premier adulte du ménage, 0,5 UC aux autres personnes

- de 14 ans ou plus et 0,3 UC aux enfants de moins de 14 ans). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.
- [2.](#) Deux concepts de revenu sont mobilisés ici : (1) le revenu disponible net est le revenu des facteurs (revenus salariaux, revenus mixtes et du patrimoine, revenu des entreprises) auquel sont retranchés les impôts (CSG, impôts sur le revenu et le patrimoine, impôt sur les sociétés) et cotisations sociales, et ajoutés les prestations et allocations monétaires (retraites, chômage, famille, etc.). Ces revenus sont distribués par décile de population ; (2) le revenu national distribué est le revenu disponible net auquel on ajoute les transferts sociaux en nature individualisables (éducation, santé, etc.) et les dépenses collectives (administration générale, défense, police, justice, etc.). Cela correspond à l'ensemble de la richesse nationale, distribuée par décile de population.
 - [3.](#) Par exemple, les dépenses énergétiques par décile sont calibrées en fonction de l'enquête Budget des Familles 2017, tandis que les économies sur l'immigration suivent, dans la mesure du possible, les résultats de Chojnicki, Ragot et Sokhna (2018) « L'impact budgétaire de 30 ans d'immigration en France : (I) une approche comptable », CEPII Working Paper 2018-04, avril 2018.
 - [4.](#) Nous supposons que la suppression d'un impôt sur les entreprises bénéficie aux détenteurs de capital. La propriété des entreprises peut être distribuée par décile de revenu selon deux variables, au choix : le montant des actions possédées, ou les dividendes perçus. Nous choisissons la première hypothèse, conservatrice car les actions sont plus également réparties que les dividendes (les 10 % les plus riches détiennent 48 % des actions mais 79 % des dividendes versés).
 - [5.](#) L'incidence sur le prix à la consommation d'une baisse aussi importante de TVA, qui passerait de 20 % à 5,5 % d'un seul coup, est difficile à apprécier. Deux principales hypothèses sont en concurrence : supposer une incidence 50/50 entre le producteur et le consommateur, comme cela s'est produit dans la restauration, ou bien supposer une incidence 33/66 comme cela est communément admis chez les économistes pour des variations de taux relativement faibles. Nous choisissons cette deuxième hypothèse, là encore conservatrice dans la mesure où les producteurs qui bénéficient de cette baisse de TVA sont concentrés dans le haut de la distribution.
 - [6.](#) On pourrait ajouter en suivant Félicien Faury (2024) « Des électeurs ordinaires », que les économies sur la fraude, dans l'imaginaire collectif comme dans le programme du RN, visent les immigrés alors que les études récentes montrent que l'essentiel de la fraude est le fait des cotisations, de la TVA et de l'évitement fiscal des multinationales.

"Une victoire du RN serait un choc terrible"

Entretien avec Claude Malhuret – Franc-Tireur – 26 juin 2024

Président du groupe Les Indépendants – République et Territoires, le sénateur estime que les premières mesures du Rassemblement national mèneraient vite au désastre. Il fait valoir que son score aux européennes a déjà affecté la Bourse et constitue un mauvais signal envoyé au monde. Sceptique à l'idée que le parti de Jordan Bardella remporte une majorité absolue aux législatives, il ne croit plus à la gauche ni à la droite et préfère miser sur une coalition de « gens raisonnables » pour faire barrage aux extrêmes

FRANC-TIREUR. Comment avez-vous vécu cette dissolution ? Diriez-vous, comme d'autres, que c'est une folie ?

CLAUDE MALHURET. J'y ai vu un geste un peu fou. Mais les décisions imprévisibles d'Emmanuel Macron lui ont souvent rendu service. Et, après tout, la classe politique était unanimement persuadée que la dissolution serait inéluctable à l'automne prochain. Alors trois mois de plus ou trois mois de moins... L'avantage évident d'une dissolution surprise, c'est, comme son nom l'indique, de surprendre tout le monde, évidemment, et de partir en campagne avant même que l'adversaire ne soit prêt. Mais la tactique s'est effondrée face à la nouvelle capitulation de la gauche devant l'extrême gauche.

Autrement dit, l'erreur de Macron est d'avoir sous-estimé la souplesse dorsale des socialistes ? On pouvait imaginer que six mois d'une campagne haineuse eussent suffi à éloigner les socialistes des séides insoumis. C'était mal connaître leur étonnante capacité à avaler des couleuvres ?

Oui, on sous-estime la capacité d'Olivier Faure et de ses amis à déposer les armes devant les plus belliqueux. Cela dit, sans cette variable inattendue, le calcul n'était pas idiot. De toute façon, après une défaite aux européennes, ou après une motion de censure (qui aurait laissé à l'opposition le choix du moment), la dissolution ne pouvait se présenter que dans des conditions délicates pour la majorité. La réalité est qu'il n'y avait pas de bonne solution.

Dans pareil contexte, le choix de l'effet de surprise se défend. Le problème, c'est l'impréparation du camp présidentiel lui-même. La façon dont les investitures se sont passées montre que personne n'était prêt, ni à droite, ni à gauche, ni au centre.

La percée du Rassemblement national résiste à tous les arguments qu'on lui oppose. On peut avoir raison contre eux, cela ne change rien. Attal peut démonter Bardella en débat, c'est Bardella qui gagnera des points à l'issue de la séquence. Nous faisons, depuis quelque temps, par la mauvaise grâce des réseaux sociaux, l'expérience déconcertante d'une incapacité de la raison à atteindre ceux à qui elle s'adresse. Comment compose-t-on avec ça quand on est un politique rationnel et raisonnable ?

D'abord, il faut considérer que ce n'est pas une spécificité française. Plus Trump est condamné, plus on lui promet de voix en novembre prochain. Plus le Brexit s'annonçait comme absurde, plus il avait de partisans. Idem pour Bolsonaro, Orbán, etc. À ce phénomène s'ajoutent les effets politiques d'une rupture historique et technologique considérable. Mon grand-père était maréchal-ferrant, puis il est devenu le mécanicien de Mermoz... Pourquoi je vous raconte ça ? Parce qu'à l'époque, on prenait dans l'aéronautique, dans l'automobile, des artisans comme lui, dont la reconversion dans les nouvelles technologies était plus facile. Et pourtant cette révolution technologique fut l'une des causes du succès des totalitarismes des années 1930. Aujourd'hui, le choc est encore plus violent. Qui allez-vous reconvertir en intelligence artificielle ? La rupture technologique bouleverse bien plus que par le passé, et le déclassement profite aux extrêmes. Bien entendu, si ça se passe mal le 7 juillet, s'il arrive en France ce qui s'est passé au Royaume-

Uni avec le Brexit, ou aux États-Unis avec Trump, nous aurons l'occasion de voir que le RN n'a aucune réponse à ces questions difficiles. Le roi Bardella sera nu.

N'est-il pas risqué de parier sur cet échec ? Une fois au pouvoir, comment les déloger dans la mesure où le réel n'existe plus, et qu'en somme vous pouvez avoir un bilan désastreux et survendre votre action, comme vous pouvez avoir un pays en bonne santé que votre adversaire présente comme en faillite ? Est-ce que l'absence de réalité commune ne donne pas au populisme la possibilité de se maintenir au-delà de son échec ?

Bien entendu, je ne parle pas sur cet échec et je me bats pour que le RN n'arrive pas au pouvoir. Mais, si c'était le cas, je ne crois pas à son maintien. D'une part, la seule hypothèse qui permettrait, en France, au RN de se maintenir au pouvoir, ce serait « l'hypothèse Meloni », c'est-à-dire l'hypothèse d'un RN normalisé, lissé, moins extrême... Or, aujourd'hui, le RN, ce n'est pas du tout Meloni. Le RN fonctionne plutôt sur le modèle Salvini : jamais il ne sera pro-européen, pro-Otan, ou anti-russe. Jordan Bardella est probablement plus flexible que Marine Le Pen, car il n'a aucune idéologie véritable, mais ce n'est pas lui qui décide. En revanche, à tous égards, l'arrivée au pouvoir du RN entraînerait une catastrophe immédiate, ou quasi immédiate, et bien palpable, malgré toutes les réalités parallèles qu'on voudra imaginer.

Selon vous, la disqualification du RN au pouvoir se ferait rapidement ?

Exactement. En réalité, la disqualification du RN a déjà commencé. La Bourse plonge, les taux d'intérêt montent. Ces signes ne trompent pas. Édouard Philippe, à qui je faisais valoir que la bourgeoisie qui s'est encanaillée aux européennes allait probablement rentrer au bercail pour les législatives, me racontait l'autre jour sa discussion avec une personne modeste, mais nantie d'un peu d'économies, et dont la première question était : pensez-vous que mon épargne va souffrir de la possible arrivée au pouvoir du RN ? C'est dire si les gens sont attentifs. Aucune réalité parallèle ne nous empêchera de mesurer ce que nous allons perdre. Si le RN met en oeuvre les mesures qu'il annonce, le désastre sera rapide. Post-vérité ou pas. La post-vérité s'arrête au moment où l'on touche au portefeuille des gens. Si Giscard avait perdu les législatives de 1978, il aurait probablement gagné la présidentielle de 1981. Qui sait si Macron, au cas où il perdrait en 2024, ne ménagerait pas les conditions d'une victoire de son camp en 2027 ?

À vous entendre, le RN n'est pas encore aux portes du pouvoir.

Je ne crois pas à une majorité absolue. Il n'est pas exclu qu'il y ait quelques débauchages dans l'Assemblée. Mais il a peu de renforts. Ceux qui pourraient céder aux sirènes, ce sont des LR. Or ils sont une poignée. Tous les autres, élus sur une ligne anti-Ciotti, n'iront pas. Larcher n'ira jamais faire le suppléant de Bardella ! Ni Xavier Bertrand. Je ne crois pas à cette hypothèse.

La souhaitez-vous, comme on espère une expérience- limite ?

En aucune façon. Ce que je souhaite, c'est qu'on arrive à garder la majorité, ou une coalition de gens raisonnables. Mais ce que je dis, c'est qu'une victoire du RN serait à court terme un choc terrible pour la France et vis-à-vis du monde, une victoire majeure pour Poutine, mais qui ne durerait pas longtemps.

Dans l'opposition à Macron, que pensez-vous du mikado du Nouveau Front populaire ? Cautionner des candidats LFI fichés S et pro-Hamas, n'est-ce pas enterrer la gauche de gouvernement ? Techniquement, il y a plus de différences entre LFI et le PS qu'entre LFI et RN...

Évidemment, et c'est un scandale ! Que je dénonce depuis 2022. Socialistes et Insoumis ne sont d'accord sur rien. De l'Europe à l'Otan et à Poutine, en passant par le nucléaire ou l'antisémitisme... À l'inverse, entre LFI et le RN, hormis l'immigration et Israël, ils sont d'accord sur tout. Sur l'économie, l'Otan.

Macron, les médias, l'Europe, tout le reste, ce sont des jumeaux. Les jumeaux de la ruine. Ça fait trente ans que je tiens un discours qui n'a malheureusement que peu d'écho, alimenté par mon expérience à Médecins sans frontières aux côtés des victimes de toutes les tyrannies, et qui conclut que ce sont les mêmes.

Peut-il, malgré tout, y avoir un regain de dignité chez les candidats de la gauche républicaine qui ont pactisé avec LFI, d'ici au premier tour ?

Je ne crois pas. Si cela avait dû arriver, on l'aurait vu en 2022. Quand même Hollande cautionne le Nouveau Front populaire, il faut entendre : « Les vannes sont ouvertes, vous pouvez y aller ! »

Quels sont les piliers du « nouveau front républicain », censé faire barrage à l'extrémisme ? Doit-il se limiter à faire barrage au RN ou à tous les extrêmes d'où qu'ils viennent ?

La définition « contre », ça n'est pas forcément une définition négative. Quand vous êtes contre Staline ou contre Hitler, ce n'est pas une définition négative. C'est même un combat qui se suffit à lui-même. Quand vous êtes contre les délires racistes de l'extrême droite ou les délires antisémites de l'extrême gauche, c'est déjà en soi assez important. Je suis peut-être vieux jeu mais, pour moi, rien n'a changé. Le nouveau front républicain est anti-extrémiste, antifasciste, anticommuniste, antipopuliste. Il n'est pas antisémite, il n'est pas raciste, et c'est déjà beaucoup ! Et puis, surtout, il est pour la démocratie. Peut-être est-ce obsolète, mais je persiste à penser qu'une démocratie économiquement libérale, hermétique à l'extrémisme comme au populisme, demeure le meilleur système qui soit.

Qui met-on dans ce nouveau front républicain ? Ensemble et les républicains de gauche comme de droite ?

Il faut arrêter de chipoter : qu'on soit social-démocrate, radical, gaulliste ou libéral, l'enjeu est de combattre les extrêmes. Donc je mets tout le monde, de ceux qui ont rompu avec Ciotti jusqu'à ceux qui ont rompu avec le Nouveau Front populaire. Voilà. Je ne dis pas que ce sera facile, mais au fur et à mesure que les choses vont se durcir et se détériorer, on pourra envisager des alliances. C'est ce que font régulièrement les pays d'Europe du Nord, qui ne sont pas les plus mauvais des exemples. Je ne pense pas qu'il faille utiliser ce terme dès aujourd'hui, ça augmenterait la sensation de crise, et nul n'y a intérêt. Réservez le lexique de « l'union nationale » à des moments plus graves.

Pour l'heure, l'objectif n'est pas de définir un concept assez flou comme celui de « nouveau front républicain », encore moins d'« union nationale », l'objectif est beaucoup plus concret, et double.

D'abord, la défaite des modérés, ou du moins la victoire totale des extrêmes, me paraît loin d'être certaine. En une semaine, les sondages font baisser le RN à 31 %, mettent la Nupes 2 à 28 % et font monter le total majorité + LR anti-Ciotti à 29 %. Je croise tous les jours de plus en plus de gens qui ont un cerveau, ou tout simplement, comme je le disais, un livret d'épargne, et qui sont en train de prendre conscience. Quand ils entreront dans l'isolement, il y en aura encore plus. Il nous reste quelques jours pour accroître leur nombre. J'ai fait pas mal de campagnes électorales, croyez-moi, il y en a qui servent à quelque chose.

Le deuxième objectif a été très bien expliqué par Édouard Philippe ce week-end : la majorité présidentielle a été dissoute avec l'Assemblée. Il faut donc en refaire une nouvelle, avec un nouveau périmètre. Avant l'élection si c'est possible et sinon après. Il n'y a pas de garantie que nous y arrivions, mais il est certain que nous échouons si nous n'essayons pas. Voilà notre boulot pour les jours qui viennent et pour la suite.

Peut-on s'en sortir sans que ceux qui sont encore au pouvoir reconnaissent leurs responsabilités ?

J'entends tous les jours des choses épouvantables sur Macron, même parfois dans la majorité. Pour ma part, je suis beaucoup moins critique, même si je suis parfois exaspéré, comme tout le monde. La conduite des affaires économiques est certainement critiquable, avec un keynésianisme débridé qui nous conduit à une dette dangereuse, mais on ne peut pas dire que la France soit dans le fossé. Quand on lit les journaux ou qu'on écoute les litanies de l'opposition, on croirait que c'est la misère généralisée, qu'on vit chez Zola. Juste avant les élections européennes, hormis la question de la dette, l'Allemagne était devenue le mauvais élève de l'Europe et la France le bon. Évidemment, Macron n'est pas infallible. Je lui reproche par exemple d'avoir dit trop longtemps qu'il ne fallait pas « humilier la Russie » mais, enfin, quand on le compare à beaucoup d'autres, on a quand même un dirigeant international dont on ne rougit pas. Et puis Macron entre dans sa huitième année, dans cette période où aucun président n'a jamais réussi à ne pas être haï. Quand il y avait le septennat, il était presque inéluctable que la cohabitation advienne au bout de quelques années. Quant à Sarkozy et Hollande, ils n'ont même pas pu se faire réélire. La haine qu'il suscite est désormais un classique chez les présidents en fonction. Mais, vu ce qui risque d'arriver, il n'est pas impossible que l'on songe plus tard à ces années comme « au bon vieux temps ».

Faut-il, malgré tout, que Macron reconnaisse ses erreurs ?

Les grands politiques reconnaissent rarement leurs erreurs. C'est une question de psychologie. Vous ne devenez pas président de la République sans la certitude quasi obsessionnelle que vous avez raison. Qui a le plus reconnu ses erreurs ? Hollande. Pas le meilleur président. Pourtant le plus lucide par rapport aux Russes. Mais hésitant, indécis, caricaturé en imprudent qui abuse du langage. Quand vous hésitez, vous inquiétez. Scholz est un dirigeant apeuré qui ne sait pas où il va. Le pouvoir impose de donner le sentiment qu'on n'est pas traversé par le doute. Tous les présidents sont immodestes, ou alors c'est qu'ils ne sont pas à leur place.